RAPPORT ANNUEL

www.lydec.ma

2008

Sommaire

5 **Le mot du Directeur Général**

6 **Chiffres clés 2008**

8 **Structures de LYDEC à fin 2008**

10 **Faits marquants en 2008**

12 **Investissements et activités sectorielles**

14 **Exploitation eau**
Des efforts constants pour distribuer une eau de qualité et préserver la ressource

16 **Assainissement liquide**
Des actions pour améliorer le cadre de vie des casablancais

18 **Exploitation électricité**
Des infrastructures pour accompagner l'accroissement de la demande

20 **Amélioration du service à la clientèle**
Des solutions innovantes pour plus de proximité

22 **Ressources humaines**
Des actions de fond pour renforcer les compétences et anticiper les besoins de demain

24 **Information et communication**
La créativité au service de l'information et de la sensibilisation

25 **Démarche qualité**
Un engagement pour consolider les acquis et poursuivre la recherche d'efficience

26 **Système d'information**
Une technologie de pointe au service de la performance

27 **Développement durable**
Un engagement de tous pour renforcer la responsabilité sociale de l'entreprise

29 **Perspectives**

31 **Rapport financier**

Le mot du Directeur Général

Un nouveau cap pour de nouvelles ambitions

L'année 2008 a été pour notre entreprise une année charnière au cours de laquelle nous avons redéfini nos priorités et notre programme d'actions afin de les adapter aux nouvelles attentes de nos partenaires et clients.
De plus, la révision du contrat de gestion déléguée, entamée en 2006, a franchi des étapes décisives avec :

- la conclusion d'un protocole d'accord le 14 mars 2008 entre l'Autorité Délégante, l'Autorité de Tutelle et LYDEC ;

- puis à fin 2008 et début 2009, l'approbation et la signature d'un projet d'avenant au contrat de gestion déléguée par la Ville de Casablanca, la Commune d'Aïn Harrouda et la Ville de Mohammedia.

Durant le processus de révision, les interlocuteurs de LYDEC (Autorité Délégante et Autorité de Tutelle) ont, à plusieurs reprises, souligné la transparence de l'entreprise et son engagement en tant que partenaire du Grand Casablanca, ce dont nous sommes fiers.

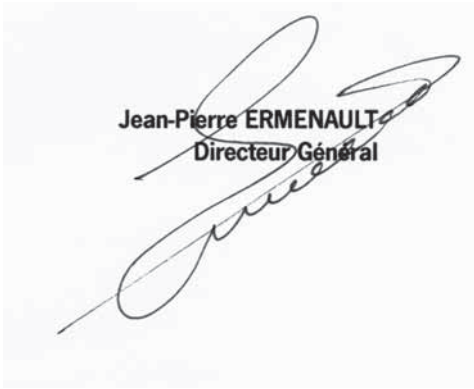
Dans le cadre de la révision du contrat, nous avons pris de nouveaux engagements envers nos clients et envers la collectivité. Pour les tenir, nous avons opté pour un management plus décentralisé en accroissant le pouvoir de décision de nos directeurs régionaux.

Cette action s'inscrit dans la continuité de notre politique de proximité client et de consolidation de nos rapports avec les autorités locales.

Pour LYDEC, la proximité n'est pas seulement géographique. Elle se traduit aussi par le recours aux technologies de pointe. Progressivement, l'entreprise se dote des techniques de gestion les plus modernes (comptabilité analytique, Système d'Information Géographique, services en ligne sur Internet incluant la possibilité de paiement des factures...). Tout ceci est un gage de transparence et conforte notre image d'une entreprise accessible et innovante auprès de nos clients.

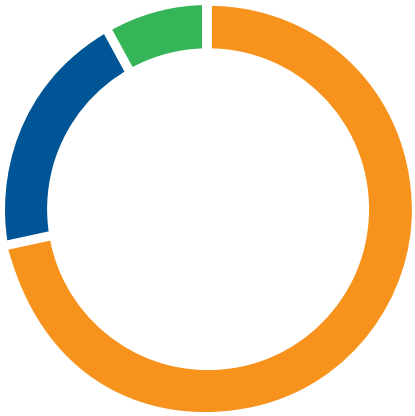
Enfin, nous avons élaboré notre vision 2015 dans le cadre d'une démarche de concertation avec les collaborateurs de LYDEC. Nous avons choisi d'ériger l'exemplarité en valeur phare pour conforter la légitimité d'une société comme la nôtre à assurer un service public essentiel aux habitants de la Région du Grand Casablanca. Notre vision porte notre engagement citoyen pour contribuer à doter la métropole des infrastructures nécessaires à son développement économique et à sa croissance urbaine.

Ce rapport retrace en mots et en images nos réflexions, nos réalisations, nos progrès et donne corps à cette vision.



Chiffres clés 2008

- **51%** Suez Environnement
- **19,75%** FIPAR Holding
- **15%** RMA Watanya
- **14,25%** Flottant



- **73%** Électricité
- **21%** Eau
- **6%** Assainissement

Actionnariat

Actionnaire	Montant en MDh	%
SUEZ Environnement	408	51
FIPAR Holding (CDG)	158	19,75
RMA Watanya	120	15
Flottant	114	14,25
Total	**800**	**100**

Chiffre d'affaires

Métier	Volume* GWh - Mm³	Valeur en MDh
Électricité	3 425	3 329
Eau	127	976
Assainissement	120	280
Total	**3 673**	**4 585**

*y compris gratuités et autoconsommations

- **37%** Électricité
- **25%** Eau
- **32%** Assainissement
- **6%** Communs

- **13%** Cadre
- **25%** Maîtrise
- **62%** Exécution

Investissements en MDh

Métier	Montant	%
Électricité	265	37
Eau	182	25
Assainissement	229	32
Communs	45	6
Total	**721**	**100**
Dont financement de LYDEC	**420**	**58**

Répartition des effectifs au 31/12/08

Catégorie	Nombre	%
Cadre	448	13
Maîtrise	851	25
Exécution	2 100	62
Total	**3 399**	**100**

Structures de LYDEC à fin 2008

Comité de Direction Générale au 25 juin 2009

1 Gérard FAURE
2 Alain PERRET
3 Jean-Pierre ERMENAULT
4 Abdelali HAITAMI
5 Hamid EL MISBAHI
6 Pierre-Yves BOULET
7 Jean-Pierre HANGOUET
8 Christophe CLUZEAU
9 Abdeljaouad BENHADDOU
10 Bouchra GHIATI
11 Laurent GUILLAUME

Objet du contrat
Un partenariat à valeur ajoutée

Après la signature du contrat de gestion déléguée, LYDEC a pris en charge le 1er août 1997 la distribution d'électricité, d'eau et le service d'assainissement liquide du Grand Casablanca pour une durée de 30 ans.
En adoptant le système de gestion déléguée, la collectivité, tout en attribuant au secteur privé la charge des investissements et la gestion des services, assure le contrôle permanent des services délégués, conserve son patrimoine et la responsabilité de fixer la nature et l'importance des objectifs à atteindre.
Depuis onze ans, l'expertise et le savoir-faire de ses partenaires actionnaires conjugués au travail et au dévouement de l'ensemble de son personnel, ont permis à LYDEC de relever un défi majeur : celui de la mise à niveau et du développement de services essentiels au confort des habitants et à l'activité des entreprises.

En 2006, a été engagée la révision des conditions techniques et économiques du contrat. Un protocole d'accord entre l'Autorité Délégante, l'Autorité de Tutelle et LYDEC a été signé le 14 mars 2008. Depuis, les parties prenantes ont formalisé les termes d'un avenant qui a été approuvé le 31 octobre 2008 par le Conseil de la Ville de Casablanca, le 15 janvier 2009 par le Conseil de la Ville de Aïn Harrouda et le 5 mars 2009 par le Conseil de Mohammédia.
Le 11 mai 2009, LYDEC a signé avec les trois communes urbaines de Casablanca, Aïn Harrouda et Mohammédia, l'avenant au contrat de gestion déléguée. Un nouveau cap qui concrétise et finalise la première révision du contrat dans le cadre d'un accord qui satisfait toutes les parties prenantes.

Conseil d'Administration

Président
Dominique MANGIN D'OUINCE
SUEZ Environnement

Vice-Président
Amine BENHALIMA
FIPAR HOLDING

Vice-Président
Azeddine GUESSOUS
RMA WATANYA

Mustapha BAKKOURY
FIPAR HOLDING

Zouheir BENSAID
RMA WATANYA

Stéphane CORDIER
SUEZ Environnement

Bernard GUIRKINGER
SUEZ Environnement

Denys NEYMON
SUEZ Environnement

Fabrice ROSSIGNOL
SUEZ Environnement

Philipe RUEF
GDF - SUEZ Energies Services

Comité de Direction Générale

Jean-Pierre ERMENAULT
Directeur Général

Abdelali HAITAMI
Directeur Général Adjoint

Alain PERRET
Directeur Général Adjoint

Béatrice ARBELOT
Directeur Économique

Abdeljaouad BENHADDOU
Directeur des Systèmes d'Information & Développement Clientèle

Pierre-Yves BOULET
Directeur Administratif & Financier

Christophe CLUZEAU
Directeur de la Gestion du Contrat & du projet INMAE

Tahar EL AGAL
Directeur Exploitation Eau & Assainissement

Hamid EL MISBAHI
Chargé de mission auprès du Directeur de la Gestion du Contrat

Gérard FAURE
Directeur Exploitation Électricité

Bouchra GHIATI
Directeur de la Communication & du Développement Durable

Laurent GUILLAUME
Directeur des Ressources Humaines

Jean-Pierre HANGOUET
Directeur Technique

Comité Exécutif

Président
Dominique MANGIN D'OUINCE
SUEZ Environnement

Membres
Amine BENHALIMA
FIPAR HOLDING

Jean-Pierre ERMENAULT
LYDEC

Azeddine GUESSOUS
RMA WATANYA

Faits marquants

Mobilisation sur tous les fronts pour répondre aux nouveaux enjeux

Janvier

Attribution à LYDEC du label de la création de valeur SUEZ 2007-2008 pour les Espaces Services, un réseau de 78 commerces de proximité, où les clients de LYDEC peuvent régler leurs factures d'eau et d'électricité.
Ces points de paiement prennent actuellement en charge 25% des factures.

Mars

Conclusion le 14 mars 2008, d'un protocole d'accord entre l'Autorité Délégante, l'Autorité de Tutelle et LYDEC, marquant une étape importante du processus de révision engagé en 2006 et qui s'est poursuivi tout au long des années 2007 et 2008.
Nota : Depuis, les parties prenantes ont formalisé les termes de l'avenant qui a été approuvé par le Conseil de la Ville de Casablanca lors de sa session du 31 octobre 2008, par le Conseil d'Aïn Harrouda le 15 janvier 2009 et le 5 mars 2009 par le Conseil de Mohammédia. Le 11 mai 2009, LYDEC a signé avec les trois communes urbaines de Casablanca, Aïn Harrouda et Mohammédia, l'avenant au contrat de gestion déléguée.

Organisation d'une exposition à l'Espace LYDEC à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, intitulée "EXP'EAU". Plus de 2 400 visiteurs ont visité l'exposition dont près de 2 200 enfants.

Avril

Lancement par LYDEC d'un programme de renouvellement des bouches d'incendie à la demande de l'Autorité Délégante. Le nouvel équipement a des avantages certains : visible, facile à manipuler, esthétique et surtout conforme aux attentes des sapeurs pompiers.

Juin

Organisation à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Environnement d'une exposition à l'Espace LYDEC "Ma planète" avec pour mot d'ordre : la préservation de l'environnement.
Environ 4 000 visiteurs ont visité l'exposition.

Inauguration le 11 juin 2008, du centre "Moubadarates" au profit de femmes porteuses de projets de création d'entreprises. Ce centre, dont l'aménagement et l'équipement ont été financés par LYDEC, est une initiative d'ESPOD (Association Espace Point de Départ).

Signature, le 17 juin 2008 d'une convention entre LYDEC et la Banque Populaire pour permettre aux clients de celle-ci de choisir le prélèvement bancaire comme moyen de paiement.

Participation de SUEZ et LYDEC à la deuxième édition de Africa Power Forum tenue à Marrakech les 12 et 13 juin. Cet évènement constitue une opportunité pour les professionnels du secteur de l'énergie au Maroc d'échanger leurs expériences et de s'enquérir des dernières technologies en la matière.

Lancement de la réflexion autour de Massira 2015, une nouvelle vision qui s'inscrit dans la continuité de Massira 2007 et qui s'appuie sur une concertation en interne sur les stratégies à mettre en œuvre pour poursuivre le développement de l'entreprise.

Parrainage par LYDEC de la plage Lalla Meryem pour la 6ème année consécutive en partenariat avec la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement et l'arrondissement d'Anfa. Cette opération a permis de hisser le niveau de la plage tant sur le plan de l'accueil, des équipements, de l'accessibilité que de la propreté.

Juillet

Signature, le 1er juillet 2008, d'une convention entre l'Autorité Délégante, la Wilaya du Grand Casablanca, LYDEC et l'ONE permettant d'une part, d'accompagner le développement de la ville en augmentant la capacité de distribution de l'énergie électrique sur la Wilaya du Grand Casablanca tout en sécurisant son alimentation, et d'autre part de contribuer aux économies d'énergie et de participer à la préservation de l'environnement de Casablanca.

Signature, le 8 juillet 2008, du Contrat Programme portant sur la mise en œuvre du Plan National d'Actions Prioritaires (PNAP) visant à maîtriser et à réduire la demande d'électricité.

Août

Organisation par LYDEC d'activités culturelles et sportives au profit de la Colonie de vacances Lalla Meryem. Plus de 6 000 enfants ont bénéficié de cette initiative qui s'est déroulée du 2 juillet au 24 août 2008.

Octobre

Approbation le 31 octobre 2008, par le Conseil de la Ville de Casablanca de l'avenant au contrat de gestion déléguée.

Novembre

Participation de GDF SUEZ, SUEZ Environnement et LYDEC en tant que partenaires officiels à la 4ème édition de France Expo qui a eu lieu au Parc des Expositions de l'Office des Changes du 12 au 15 novembre 2008.

Décembre

Signature, le 20 décembre 2008, d'un accord cadre entre les partenaires sociaux et la Direction Générale. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement du dialogue social au sein de LYDEC.

Mise en service du nouveau poste source Aïn Harrouda pour assurer l'alimentation en électricité des villes nouvelles de Aïn Harrouda et de Zenata et sécuriser l'alimentation électrique de Mohammédia, de la zone industrielle de Bernoussi et du poste source Laâyoune.

Mise en place de la nouvelle plate-forme de télé-relève permettant de réaliser la toute première facturation à distance des compteurs industriels.
Ce nouveau système permet le suivi à la fois des principaux paramètres techniques et des consommations. A fin 2008, 200 compteurs sont gérés par la plate-forme de télé-relève.

Maintien de la certification accordée à LYDEC suite au premier audit de renouvellement de la certification ISO 9001 V 2000 mené conjointement par les deux organismes SNIMA (Ministère du Commerce et de l'Industrie) et AFAQ AFNOR International. Cet audit a débouché sur le maintien de nos certificats pour les activités suivantes :

- fourniture de l'électricité ;
- fourniture de l'eau ;
- collecte des eaux usées et pluviales ;
- raccordement aux réseaux pour l'ensemble des clients situés sur le territoire de la gestion déléguée.

Réalisation d'une exposition consacrée à l'électricité sous le thème "ÉlectriCITÉ". L'objectif étant de sensibiliser le public aux enjeux d'économie d'énergie et de rappeler l'importance d'observer les règles de sécurité au contact de l'électricité.

Lancement le 25 décembre 2008 des "Cycles de conférences internes" qui visent à dynamiser la communication interne au sein de LYDEC et à favoriser le partage de l'information et de l'expertise liées aux métiers.

Activités 2008

Investissements et activités sectorielles

Des investissements de plus en plus importants pour accompagner le développement de la région

Pour soutenir le développement de ses activités, LYDEC a réalisé de 1997 à décembre 2008 des investissements pour un volume de 7 726 millions de DH dont 4 406 millions de DH financés par elle-même.

L'activité de **l'assainissement liquide** a représenté près de 33% du total des montants investis. Érigée en priorité, cette activité vise l'amélioration du taux de desserte (extension et renforcement du réseau), la diminution des risques de débordements lors des fortes précipitations, ainsi que la poursuite des actions de dépollution.

Les investissements dans **l'eau potable** ont représenté près de 23% du total des montants investis. Ces investissements visent à renforcer les moyens de contrôle de la qualité de l'eau, à améliorer le taux de desserte et à poursuivre les efforts en matière d'économie de la ressource qui constitue un enjeu national.

L'activité **électricité** a drainé près de 34% des investissements globaux réalisés. Ces investissements ont permis de répondre à l'accroissement de la demande de consommation, d'accroître la politique de renouvellement des infrastructures et de déployer des actions visant l'économie d'énergie.

La part des investissements dédiée aux **moyens communs** s'établit à 11% et a pour objectif de renforcer la qualité de service rendu au client (réaménagement et équipement des agences), d'optimiser les conditions de travail (remise à niveau des locaux) et de doter l'entreprise de moyens techniques et informatiques nécessaires.

Montants exprimés en millions de DH

Métier	Montant cumulé 1997/2008	%
Électricité	2 597	33,6
Eau	1 747	22,6
Assainissement	2 520	32,6
Communs	862	11,2
Total	**7 726**	**100**
Dont financement de LYDEC	**4 406**	**57**

Exploitation eau

Des efforts constants pour distribuer une eau de qualité et préserver la ressource

LYDEC mène des actions quotidiennes pour renforcer la qualité de l'eau, sécuriser sa distribution et améliorer le rendement du réseau.

Renforcement de la qualité de l'eau

LYDEC a mis en place, depuis le démarrage du contrat de gestion déléguée, tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer une bonne qualité de l'eau distribuée dans le réseau public et ceci sur toute la chaîne de distribution. En effet, le contrôle et la surveillance sont assurés avec rigueur et professionnalisme, depuis les points de livraison en gros au niveau des différents réservoirs, jusqu'aux robinets des clients, suivant les normes marocaines (NM 03-7-002 qui définit les conditions de contrôle et les fréquences d'échantillonnage et NM 03-7-001 qui définit les paramètres de qualité à contrôler) et les standards internationaux en la matière.
Ainsi, à travers les 174 points de prélèvement répartis sur l'ensemble de la Wilaya du Grand Casablanca, LYDEC a réalisé près de 82 000 analyses de différents types (bactériologiques et physico-chimiques).
Il en résulte une amélioration continue du taux de conformité depuis 1999 qui a atteint 99,96% en 2008.

L'infrastructure de l'eau potable se compose de :

30 réservoirs et châteaux d'eau totalisant **619 705** m³ de stockage ;

18 stations de pompage ;

60 pompes ;

4 201 km de réseau.

Projet de télécommande des ouvrages

Le projet consiste à conduire à distance tous les équipements sensibles des principales stations de pompage : Médiouna côte 85, Médiouna côte 140, Bouskoura 85 et Km 8.
Une opération pilote est menée au niveau du site Médiouna 85 où le système est opérationnel depuis avril 2008.
Ce projet présente plusieurs avantages en termes de manœuvrabilité des équipements, de réduction des délais d'intervention et de régulation des achats d'eau en temps réel.

Amélioration du réseau de distribution

En 2008, d'importants efforts ont été déployés en vue d'accompagner le développement de la métropole et de réduire les pertes en ressources.
Sur le plan des infrastructures, les travaux se sont poursuivis et ont porté sur les actions suivantes :

- la réalisation d'un réservoir d'eau potable à Ouled Saleh de 5 000 m³ de capacité pour renforcer et sécuriser l'alimentation en eau potable de la zone Bouskoura Ouled Saleh ;
- l'alimentation en eau potable de la zone haute du lotissement Salam Ahl Loughlam, ainsi que d'une partie de son extension. Les travaux consistent en la réalisation du génie civil et des équipements de surpression avec mise en place de quatre groupes motopompes de débit unitaire 130 m³/h et d'une hauteur manométrique totale (HMT) de 50 m ;
- l'alimentation en eau potable de la nouvelle station thermique de l'ONE à Mohammédia. Le projet consiste en la pose de 2 070 ml de tuyaux de diamètre DN 300 et la réalisation de quatre ouvrages annexes.

Investissements en 2008

182 MDh investis dont **114,4** par LYDEC,

23,7 sur fonds de travaux et **43,9** sur financement des tiers.

Chiffres 2008

77 755 compteurs posés et changés ;

4 395 branchements exécutés dont **52** gros calibres ;

103,8 km de canalisations posées en extension et **57,4** km dans des lotissements ;

35,2 km de canalisations réhabilitées et renforcées ;

31 708 fuites réparées sur le réseau (feeders, canalisations et branchements).

Étalonnage des compteurs d'achat

Conformément aux prescriptions de la convention de fourniture passée en 2001 avec l'ONEP, LYDEC procède systématiquement et suivant un planning annuel, à la vérification et à l'étalonnage des compteurs d'achat d'eau potable. Pour l'exercice 2008, trois opérations d'étalonnage ont été réalisées au niveau des arrivées suivantes :

- débitmètres électromagnétiques Aïn Tekki DN 500 ;
- débitmètres électromagnétiques Tit-Mellil 96 DN 300 ;
- débitmètres électromagnétiques Tit-Mellil 96 DN 800.

Ces opérations d'étalonnage de compteurs d'achat ont permis de s'assurer de la fiabilité et de la précision du comptage et de vérifier l'étanchéité des réservoirs.

Recherches de fuites

En ce qui concerne l'économie de la ressource, un effort particulier a été porté sur la recherche de fuites sur les réseaux de desserte. Ainsi en 2008, 4 192 km de réseau linéaire secondaire ont été prospectés permettant la détection de 1 200 fuites au niveau des branchements, 180 au niveau des conduites et 519 au niveau des plaques.
S'agissant du réseau primaire, les efforts déployés ont permis de prospecter 469 km et de détecter 33 fuites.
Par ailleurs, l'année 2008 a été marquée par la constitution et la formation d'une équipe LYDEC chargée de la recherche de fuites sur le réseau d'eau potable par traçage à l'hélium. En 2008, cette technique a permis de détecter et de réparer cinq fuites sur le réseau primaire soit un volume de 1 296 m^3/j récupéré.
Sur le réseau secondaire, le recours à cette méthode a abouti à la détection de 3 fuites sur branchements au niveau de la conduite DN 300 alimentant Dar Bouazza et Tamaris et 2 grosses fuites au niveau de la conduite DN 200 sur le boulevard de La Grande Ceinture.
Le rendement du réseau a été de 73,55% en 2008.

1997-2008 Projets phares

Étude d'un réservoir d'eau potable à Sidi Hajjaj de 5 000 m^3 ;

Étude d'un réservoir de 5 000 m^3 à Dar Bouazza ;

Étude d'alimentation en eau potable de la nouvelle ville Lahraouyyine en Ø 600 mm sur 14 km ;

Alimentation en eau potable de la nouvelle centrale thermique ONE à Mohammédia par une conduite Ø 300 sur 3 km ;

Extension de réseau d'eau potable en Ø 400 à Sidi Maârouf sur 2,5 km ;

Raccordement de Madinat Errahma en Ø 315 et Ø 400 sur 3 km ;

Sécurité en approvisionnement d'eau potable de la zone Aïn Sebaâ. et Sidi Bernoussi ;

Réalisation d'un réservoir de 2 000 m^3 à Beni Yakhlef (6 millions de dirhams) ;

Réhabilitation de la conduite de Merchich qui assure l'approvisionnement de l'aéroport Mohammed V (4 km pour 8 millions de dirhams) ;

Réhabilitation des réseaux d'eau potable dans les zones concernées par les eaux rouges (73 millions de dirhams) ;

Renforcement de l'alimentation en eau potable à Nouaceur (construction d'un réservoir de 10 000 m^3 et pose de 12 km de conduites Ø 400/600 - coût 30 millions de dirhams cofinancé par le Ministère du Commerce et de l'Industrie et LYDEC) ;

Renforcement du réseau d'eau potable vers le secteur Anassi (Ø 600 sur 4 km - 13 millions de dirhams) ;

Sécurisation de l'alimentation en eau potable avec renforcement de la liaison entre les réservoirs Ouled Haddou 160 et Médiouna 140 (Ø 600 sur 3,2 km / Ø 300 sur 2 km - 12 millions de dirhams) ;

Renforcement du réseau d'eau potable du Centre Beni Yakhlef (1 million de dirhams) ;

Renforcement du réseau d'eau potable de Bouskoura DN 400 mm : 1,4 km de conduite à 4,2 millions de dirhams ;

Lancement de la construction du réservoir Bouskoura d'une capacité de 5 000 m^3 au niveau de la zone industrielle de Ouled Saleh pour un montant de 10 millions de dirhams dont 5 millions réalisés en 2007 ;

Renforcement du réseau d'eau potable de Lafarge et raccordement des douars avoisinants (14,5 km de conduites Ø 300 à 12 millions de dirhams).

Assainissement liquide

Des actions pour améliorer le cadre de vie des casablancais

LYDEC poursuit ses efforts en vue de développer l'assainissement liquide en termes d'infrastructures et de qualité de service. A cette fin, l'entreprise a mené des actions pour lutter contre les débordements et préserver l'environnement.

Les principaux chantiers réalisés ou engagés

En 2008, d'importants investissements ont été réalisés en vue de renforcer le réseau d'assainissement liquide. Ils ont permis de lutter efficacement contre les débordements surtout au niveau des points sensibles et d'améliorer l'évacuation des eaux usées :

- réalisation d'un bassin d'orage enterré (11 000 m^3) afin de lutter contre les débordements au quartier Diwane ;
- augmentation du volume de stockage du bassin de rétention Tit-Mellil. Grâce aux travaux d'approfondissement menés (4 m de profondeur) sa capacité est de 50 000 m^3 ;
- construction de deux stations de pompage : la première d'un débit de 65 l/s et HMT 7 m (hauteur manométrique totale) est construite pour assurer l'évacuation des eaux usées du lotissement Madinat Errahma vers un collecteur gravitaire existant au quartier Oulfa à Hay Hassani.
  La deuxième station, d'un débit de 145 l/s et HMT 34 m, garantira l'évacuation des eaux usées du centre de Ben Yakhlef vers le collecteur principal existant au boulevard Sebta à Mohammédia.

Entretien préventif et mise à niveau pour améliorer la capacité de transfert

Parallèlement aux efforts de développement d'infrastructure, des opérations importantes ont été menées dans le cadre d'un vaste programme préventif dans le but de prévenir et de maîtriser les débordements sur la voirie et d'améliorer la capacité de transfert de l'infrastructure assainissement. Ces opérations ont porté sur :

- le curage hydraulique de plus de 533 km de collecteurs "tertiaires" ;
- le curage manuel et mécanique de 14,5 km de collecteurs principaux ;
- l'inspection et le nettoyage de tous les ouvrages spécifiques (déversoirs d'orage, bassins de régulation des eaux pluviales...) ;
- l'extraction à partir des réseaux d'assainissement d'environ 5 300 m^3 de sédiments ;
- le nettoyage et l'inspection télévisée de 163 km de collecteurs pour détecter les anomalies et organiser des opérations de curage ciblées.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre les inondations, LYDEC a procédé à la mise en service des dispositifs de transfert et de stockage des eaux pluviales des quartiers Hay Sadri à Ben Msik et de la Place Zellaka au centre ville.

Investissements en 2008

228,9 MDh investis dont **104** par LYDEC,

60,2 sur fonds de travaux et **64,7** sur financement des tiers.

Chiffres 2008

528,34 km de réseau secondaire et tertiaire curés ;

10,13 km de grands collecteurs nettoyés ;

39 036 m³ de sédiments extraits ;

0,8 km de réseau primaire posé ;

220,6 km de canalisations posées par les tiers en lotissements ;

9,4 km de canalisations renouvelées et **37,4** km de canalisations posées en extension ;

2 617 branchements grand public (dont **1 639** sociaux).

Gestion des rejets industriels

Poursuivant sa stratégie de préservation de l'environnement urbain, LYDEC a développé ses contacts avec les industriels et a signé de nouvelles conventions. A fin 2008, 330 conventions portant sur les rejets industriels sont enregistrées contre 223 en 2007 sur un nombre total de clients industriels de 508. L'entreprise a, par ailleurs, réalisé 160 opérations d'assistance technique et effectué 1 326 contrôles dans le but d'assurer la pérennité des réseaux d'assainissement et de réduire les impacts négatifs dus aux activités industrielles.

L'infrastructure de l'assainissement se compose de :

55 stations d'eaux usées ;

2 stations de pré-traitement ;

132 pompes ;

3 723 km de collecteurs.

1997-2008 Projets phares

Etude du super collecteur ouest ;

Etude d'assainissement de la zone d'extension de Casablanca (700 ha) : 4 bassins d'orages de 147 000 m³, 3,5 km en galerie, 6 km de conduites ;

Renforcement du collecteur Delure : 1300 ml en dalot 2 m x 2 m et 550 ml de conduite en Ø 1200 à Ø 1400 ;

Étude d'assainissement de la première tranche de la zone Attilal : 2 stations de pompage de 260 l/s, 3 km de collecteurs gravitaires de Ø 300 et Ø 400 et 2 km de conduite de refoulement ;

Transfert des eaux usées du secteur Dar Bouazza (hors site) par la réalisation d'un collecteur gravitaire en Ø 600 et Ø 800 sur 5 400 ml, des conduites de refoulement en Ø 600 sur 3 300 ml et 3 stations de pompage ;

Lutte contre le débordement des eaux pluviales dans le quartier de derb Diwane par la réalisation d'un bassin de stockage de 11 000 m³ ;

Délestage du Collecteur Ouest quartier El Fida (180 millions de dirhams) ;

Canal de délestage de l'Oued El Maleh à Mohammédia (70 millions de dirhams) ;

Assainissement à Aïn Diab et Hay Hassani : nouvel équipement de la zone (60 millions de dirhams) ;

Transfert des eaux usées de Bouskoura (44 millions de dirhams pour la desserte des zones industrielles) ;

Assainissement du secteur Californie - Aïn Chock : réalisation du réseau primaire de collecte des eaux usées et pluviales, d'un bassin d'orage pluvial, transfert des eaux usées et du débit de fuite des eaux pluviales vers Sidi Maârouf - 4,5 km de conduites (24 millions de dirhams) ;

Assainissement de Mohammédia Est (35 millions de dirhams pour le transfert des eaux usées et 33 millions de dirhams pour l'équipement primaire du secteur Alia Est) ;

Assainissement du secteur Oulfa - Dar Bouazza Est (40 millions de dirhams) ;

Assainissement de Nouaceur (réalisation du réseau primaire de collecte des eaux usées et des eaux pluviales - 6,2 km - station de pompage des eaux pluviales : coût global du projet 240 millions de dirhams cofinancé par le Ministère du Commerce et de l'Industrie et LYDEC).

Exploitation électricité

Des infrastructures pour accompagner l'accroissement de la demande

Pour faire face au développement de l'agglomération et de ses activités industrielles, LYDEC a renforcé ses infrastructures d'énergie et établi son schéma directeur d'électricité à horizon 2027.

Renforcement de l'infrastructure

Pour accompagner le développement de la métropole, LYDEC a lancé en 2008 une importante étude avec, pour objectif, de définir son schéma directeur d'électricité à horizon 2027. Concrètement, l'entreprise a analysé les projections de la demande en électricité sur le périmètre de la gestion déléguée en s'appuyant sur le recensement des habitants effectué par l'Etat en 2004 et le Schéma Directeur de l'Aménagement Urbain et en prenant en considération sa connaissance du terrain, ainsi que les projets structurants et le développement des activités industrielles. Sur cette base, LYDEC a conçu et défini les évolutions à apporter au réseau actuel et a procédé à la planification des investissements (postes sources, réseau MT) en adéquation avec l'étude jusqu'à la fin du contrat de gestion déléguée.

En parallèle avec ce travail de projection, LYDEC a poursuivi sa politique de renforcement de l'infrastructure actuelle pour accompagner le développement de la métropole. Dans ce cadre, d'importants chantiers ont été engagés en 2008 pour répondre à l'augmentation de la demande et participer à l'effort national d'économie d'énergie, en particulier :

- la mise en service du nouveau poste source Aïn Harrouda : cette importante infrastructure commandée à partir du Bureau Central de Conduite, alimentera les villes nouvelles de Aïn Harrouda et de Zenata. Elle permettra également de sécuriser l'alimentation électrique de la ville de Mohammedia, de la zone industrielle de Bernoussi et le poste source Laâyoune. Le nouveau poste source desservira dans un premier temps 80 000 clients particuliers et une centaine de grandes entreprises ;
- l'étude de l'alimentation du poste Abbé de l'Épée à partir du poste source Oulad Haddou visant à renforcer la puissance au niveau du centre ville ;
- l'enfouissement des lignes qui traversent le quartier de Sidi Maârouf pour ne plus pénaliser l'urbanisation de la ville (ponts, constructions en hauteur...). Ceci a fait l'objet de la signature d'une convention avec l'ONE, le 1er juillet 2008.

Économie d'énergie

LYDEC a initié en 2008 une politique d'économie d'énergie déclinée en actions qui s'inscrivent dans le cadre du Plan National d'Actions Prioritaires (PNAP) :

- lancement par LYDEC, en partenariat avec l'ONE, d'un projet de compensation visant à réduire la puissance appelée d'environ 5% en pointe au niveau du périmètre de gestion déléguée. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des actions menées conjointement par l'ONE et LYDEC afin d'optimiser la puissance appelée à l'ONE ;
- élaboration à la demande de la Direction des Régies et Services Concédés (DRSC) d'un appel d'offres pour l'approvisionnement en lampes à basse consommation (LBC). Le déploiement à l'échelle nationale est prévu pour mi-2009.

Politique de renouvellement accrue

Dans le cadre du programme de maintenance de LYDEC, certains postes sources ont fait l'objet de travaux de réhabilitation importants. Les travaux concernent essentiellement les postes :

- Mohammédia et Camiran. Ce dernier a bénéficié à cette occasion du renouvellement d'une liaison 60 KV d'une longueur de 7 km l'alimentant ;
- Laâyoune qui est doté d'une télésurveillance à partir du Bureau Central de Conduite afin d'assurer un meilleur suivi des paramètres de gestion et de garantir plus de réactivité en cas d'incident.

L'infrastructure de l'électricité se compose de :

9 postes sources HT/MT dont **2** appartenant à l'ONE d'une puissance de **1 360** MVA ;

2 954 postes de distribution publique MT/BT d'une puissance de **1 188,5** MVA ;

1 596 postes clients d'une puissance de **1 063** MVA ;

2 655 km de réseau MT.

Investissements en 2008

264,9 MDh investis dont **166,5** par LYDEC,

46,9 sur fonds de travaux et **51,5** sur financement des tiers.

Chiffres 2008

23 268 compteurs posés dont **77** moyenne tension numériques ;

8 249 compteurs changés dont **22** moyenne tension numériques ;

2 333 branchements basse tension dont **893** en souterrain ;

68 branchements moyenne tension ;

38,8 km de câbles basse tension et **12,4** km de câbles moyenne tension posés dans les lotissements ;

58,4 km de câbles basse tension renforcés ou renouvelés ;

12,3 km de câbles basse tension posés en extension ;

32 km de câbles moyenne tension posés en extension ;

32,1 km de câbles moyenne tension renforcés ou renouvelés ;

39 nouveaux postes de distribution publique pour une puissance de **19,1** MVA et **83** postes clients pour **38** MVA.

1997-2008 Projets phares

Poste source Sidi Othmane (130 millions de dirhams dont 43 millions financés par LYDEC) ;

Poste source Dar Bouazza (140 millions de dirhams) ;

Réhabilitation du poste source Ouled Haddou (28 millions de dirhams) ;

Réhabilitation du poste source Laâyoune (11 millions de dirhams) ;

Réhabilitation des postes sources 60 kV : Chavigné, Abbé de l'Épée (60 millions de dirhams) ;

Réalisation du Bureau Central de Conduite (BCC) et télécommande des postes de distribution (100 millions de dirhams dont 48 pour le BCC) ;

Réhabilitation, renforcement et restructuration du réseau moyenne tension (340 millions de dirhams pour environ 596 km dont 215 millions financés par LYDEC) ;

Réhabilitation et renforcement des postes de distribution publique (141 millions de dirhams pour 514 unités dont 115 millions financés par LYDEC) ;

Réhabilitation, renforcement et restructuration du réseau basse tension (300 millions de dirhams pour environ 995 km dont 218 millions financés par LYDEC) ;

Électrification de douars et bidonvilles pour un montant de 14 millions de dirhams ;

Renouvellement du réseau d'éclairage public (120 millions de dirhams financés à 57% par LYDEC) ;

Lancement du projet de réparation de deux transformateurs du poste source Laâyoune 225 kV x 20 kV (16,9 millions de dirhams à fin 2007) ;

Lancement des travaux de réhabilitation du poste source 60 kV Camiran (17 millions de dirhams réalisés à fin 2008) ;

Mise en service du poste source Aïn Harrouda (200 millions de dirhams) ;

Équipement des postes sources en batteries de condensateurs (20 millions de dirhams) ;

Lancement du projet de renouvellement et de restructuration du réseau 5,5 kV au centre ville.

Qualité de service

En dépit des fortes intempéries qui ont marqué la fin de l'année 2008, LYDEC a pu maintenir la qualité de service à un niveau respectable. Ainsi, malgré l'accroissement du nombre d'interruptions (259 à fin décembre 2008 contre 183 en 2007 et 279 en 2006), le délai de rétablissement de 75% des clients coupés n'a été que légèrement impacté. Il est de 12,78 minutes en 2008 contre 11,75 minutes en 2007.

Augmentation du rendement électrique

Les actions cibles mises en œuvre en 2008 ont relevé le rendement du réseau de 0,18% par rapport à 2007. Il est de 93,73% en 2008. Ces résultats sont dus essentiellement aux travaux d'adaptation des puissances des transformateurs aux charges appelées, à l'intensification du traitement des fraudes et des anomalies constatées sur les compteurs et la restructuration du réseau moyenne tension.

Éclairage public

Poursuivant ses efforts, LYDEC a entrepris en 2008 plusieurs actions :

- la réalisation de plus de 35 000 interventions dans le cadre du dépannage ;
- l'atteinte d'un taux d'éclairement stable de 93% ;
- le déploiement des PDA (personal digital assistant) pour 10 rondiers chargés de signaler toute anomalie au système central ;
- l'achèvement du diagnostic des points lumineux y compris pour Aïn Harrouda, Mohammédia, Mansouria, Beni Yakhlef et Echelallate ;
- l'habilitation de certains agents aux travaux hors tension et en hauteur ;
- le renouvellement d'environ 2 000 candélabres en 2008.

La révision du contrat prévoit la prise en charge par LYDEC de l'éclairage public sur tout le périmètre de la gestion déléguée à l'exception des zones alimentées par l'ONE.

Amélioration du service à la clientèle

Des solutions innovantes pour plus de proximité

Pour mieux servir ses clients, LYDEC a multiplié les actions visant à offrir une meilleure qualité des prestations rendues par l'apport de solutions innovantes de proximité et de réponses appropriées aux demandes spécifiques, aussi bien pour le grand public que pour les entreprises.

Suivi des attentes des clients

Afin de mettre en adéquation les attentes clients et les services offerts, LYDEC a mis en oeuvre la première phase du projet de segmentation des clients professionnels. Ceux-ci sont répertoriés, localisés et leur activité déterminée suivant la nomenclature nationale des activités.
Cette connaissance permettra à LYDEC d'élaborer des services spécifiques à chaque catégorie de professionnels.

Mesure de la satisfaction clients

En 2008, LYDEC a commandé à des cabinets externes comme chaque année des enquêtes quantitatives et qualitatives pour identifier les attentes clients de différents segments et mesurer leur satisfaction. 16 thématiques ont ainsi été suivies et ont donné lieu à 98 baromètres.
Ces différentes enquêtes ont été menées à raison de plus d'une enquête par semaine.
Au total, plus de 27 177 clients ont été interrogés tout au long de l'année. Le taux de satisfaction global enregistré pour la qualité de ses services, abstraction faite du prix, est de 90% en moyenne, soit 11% de plus par rapport à 2007.
D'autres outils, comme les enquêtes post-contacts, sont déployés pour mesurer à chaud la satisfaction des clients pour des prestations occasionnellement demandées, telles que l'accueil en agence, l'abonnement, le branchement et le dépannage.
Le but étant de suivre de près les besoins spécifiques de cette partie de la population.

Développement de canaux de paiement sécurisés

Pour être plus proche de ses clients et mieux les servir, LYDEC a davantage élargi sa gamme de moyens de paiement :

- par Internet via l'agence en ligne accessible à travers www.lydec.ma ;
- dans certaines agences par carte bancaire en les équipant de terminaux de paiement électroniques ;
- par prélèvement bancaire auprès de sept banques de la place et dans les guichets automatiques bancaires (GAB) de la Banque Populaire.

Toujours dans un souci de proximité, LYDEC a poursuivi le déploiement d'agences mobiles initié en 2007.
L'ensemble des ajustements identifiés et apportés, a permis de lancer le processus de généralisation de ce type d'agence sur les autres zones rurales. Une agence mobile a été préparée pour la zone Mejjatia pour début 2009.

Par ailleurs, afin d'améliorer la sécurité du système d'information clientèle, LYDEC a programmé plusieurs missions d'audit et de contrôle interne :

- sécurisation de l'ensemble des transactions de paiement sur WEB qui sont cryptées sur le net et traitées via la plate-forme hautement sécurisée de Maroc Télécommerce ;
- lancement du processus de séparation des tâches entre les activités clientèle sur la base des recommandations du contrôle interne ;
- amélioration et verrouillage des opérations de branchement et d'abonnement.

Accompagnement des projets stratégiques de l'entreprise

De nouveaux outils ont été développés dans le but d'accompagner les efforts de l'entreprise pour mieux servir sa clientèle.

SCAN Clientèle
Afin de suivre de manière analytique les activités clientèle, LYDEC a déployé en pilote l'outil SCAN clientèle avec pour objectifs d'une part le suivi du chiffre d'affaires par type et par collectivité et d'autre part, le suivi des indicateurs quantitatifs métiers clientèle (coût relève du compteur, coût facture...). Les indicateurs sur les durées observées des activités seront alimentés en 2009 et 2010 avec l'ordonnancement de l'ensemble des interventions.

Accompagnement du projet INDH-INMAE
Pour les foyers des quartiers défavorisés qui ont eu accès aux services dans le cadre de l'INDH, LYDEC a développé une offre adaptée et a mis en place des règles de suivi et de gestion. Il s'agit de la gestion des frais d'accès au service assainissement pour les clients déjà raccordés au réseau d'eau, de l'amélioration des outils de suivi et de reporting et de la mise en place de règles d'éligibilité au programme INDH-INMAE. Par ailleurs, LYDEC a lancé les études de faisabilité relatives aux services provisoires en accompagnement du programme INDH (électricité bidonvilles, bornes fontaines prépayées,...).

Accompagnement du Plan National d'Actions Prioritaires
LYDEC a accompagné tout au long de l'année 2008, le processus de définition et de mise en application du Plan National d'Actions Prioritaires visant à réduire et à maîtriser la demande d'électricité. Les actions prévues à ce titre s'articulent, notamment, autour de la généralisation des Lampes à Basse Consommation (LBC), la mise en place d'une tarification incitative et sociale et l'intégration de tarifs optionnels favorisant la maîtrise de l'énergie.

Ressources humaines

Des actions de fond pour renforcer les compétences et anticiper les besoins de demain

La modernisation de la politique des ressources humaines s'est poursuivie en 2008 par l'ouverture de nouveaux chantiers qui visent l'amélioration des conditions de travail du personnel et l'optimisation de son rendement.

Lancement de la démarche compétences

En 2008, LYDEC a initié un projet ambitieux visant à établir avec précision les compétences attendues pour chacune des fonctions repères de l'entreprise.
Basée sur la création d'un dictionnaire de compétences propre à l'entreprise, cette démarche rendra possible l'analyse des écarts entre les compétences actuelles et les compétences attendues et permettra ainsi de mieux cibler les actions de formation. Elle donnera également aux collaborateurs la possibilité de connaître les passerelles possibles avec les autres métiers de l'entreprise en fonction de leurs propres compétences.

Formation

En 2008, 700 actions de formation ont été réalisées au profit de près de 5 600 participants pour un volume de 65 200 heures de formation. Le Centre de Formation et de Perfectionnement a également proposé une panoplie de modules destinés aux managers "entraînement au management, Cycle Optimus, Lead Competences...".
L'ouverture du Centre de Formation et de Perfectionnement sur l'extérieur a, par ailleurs, permis aux entreprises sous-traitantes et à des régies de distribution de bénéficier de l'expertise de LYDEC en la matière.
Et dans le cadre d'échange de bonnes pratiques, le Centre de Formation et de Perfectionnement a accueilli, le 23 juin 2008, un Séminaire Réseau Compétences et Formations de SUEZ Environnement portant sur les différentes pratiques "ressources humaines" du groupe.

2008 est le premier exercice de mise en œuvre du plan d'action 2008-2010 du Centre de Formation et de Perfectionnement visant le développement des compétences internes et la synergie entre entités.

Cartographie des fonctions de LYDEC

LYDEC a engagé cette année une pesée de l'ensemble des fonctions d'encadrement de l'entreprise.
Cette démarche initiée avec l'aide du cabinet international HAY va garantir plus d'objectivité dans l'élaboration des politiques de rémunération et apporter un éclairage nouveau en ce qui concerne le parcours d'évolution des cadres entre les différentes fonctions.

Signature d'un accord cadre avec les partenaires sociaux

Compte tenu de sa pyramide des âges et de son évolution, LYDEC prévoit le recrutement de 1 500 collaborateurs d'ici 2018. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'accord signé avec les partenaires sociaux clarifiant les modalités de recrutement à venir. Par cet accord, il est clairement établi que le recrutement des non cadres s'effectuera selon les dispositions strictes du statut. Il est également prévu le recrutement des cadres en tant que contractuels.

Amélioration du processus de paie

En fonction des catégories professionnelles (contractuels, statutaires...), les systèmes de paie utilisaient des outils différents. En 2008, LYDEC a fait basculer l'ensemble de la gestion de son personnel sur le logiciel de gestion SAP. Ceci a pour avantages d'améliorer la traçabilité des informations et d'avoir un système d'information des ressources humaines intégré assurant des interfaces comptables automatisées. Le nouveau système d'information permet également la décentralisation de façon sécurisée et tracée de certaines saisies et rapports au niveau des entités opérationnelles.

Impulsion de la mobilité au sein de la Direction des Opérations

Afin de redynamiser les structures et d'assurer la promotion interne, un plan ambitieux de mobilité a été engagé par la Direction des Opérations et la Direction des Ressources Humaines.
Cette action d'envergure a abouti à un plan de mobilité fonctionnel et géographique qui a concerné 75% de l'encadrement supérieur de la Direction des Opérations et des Directions Préfectorales.

Information et communication

La créativité au service de l'information et de la sensibilisation

LYDEC poursuit ses efforts en vue de développer une communication à la fois fédératrice et mobilisatrice confortant sa relation de confiance et de proximité avec son environnement.

Pour accompagner les projets stratégiques de l'entreprise et impliquer les collaborateurs dans leur réalisation, plusieurs chantiers ont été engagés en communication interne notamment :

- lancement de la réflexion autour de Massira 2015, une nouvelle vision qui s'inscrit dans la continuité de Massira 2007 et qui permet une concertation sur les stratégies à mettre en œuvre pour poursuivre le développement de l'entreprise.
  Cette vision s'articule autour de trois axes :
  - une relation de confiance et de proximité avec l'ensemble de ses parties prenantes,
  - une valeur ajoutée "métiers" reconnue de tous,
  - le professionnalisme et l'engagement de ses collaborateurs au service de la performance ;
- lancement de cycles de conférences internes avec pour objectifs de favoriser le partage de l'information et de l'expertise liées aux métiers de LYDEC.
  Ces conférences sont animées par des responsables métiers de LYDEC et des intervenants externes.
  Le premier cycle organisé en marge de l'exposition "ElectriCITE" sur les thèmes relatifs à l'énergie, a connu une forte participation ;
- refonte de la lettre d'information interne de LYDEC "Réseau" tant au niveau de la forme que du contenu éditorial. Résolument moderne, la nouvelle maquette présente des informations plus claires, des chiffres ainsi que de nombreux éléments visuels ;
- élaboration d'affiches internes "Flash Infos" qui permettent aux collaborateurs d'être informés sur le champ de toute actualité touchant la vie de l'entreprise ;
- organisation au Centre de Formation et de Perfectionnement de LYDEC, d'une formation au profit de correspondants internes représentant les principales entités de LYDEC.

Cette initiative s'inscrit dans les efforts visant à dynamiser la communication interne au sein de l'entreprise.

S'agissant de la communication externe, plusieurs actions ont été entreprises en 2008 dont :

- le lancement de campagnes de communication par voie de presse pour inviter le grand public à visiter les expositions de sensibilisation "EXP'EAU", "ma planète" et "ElectriCITE" organisées à l'Espace LYDEC ;
- la participation de LYDEC à la 4ème édition de France Expo à travers un stand qui a proposé aux visiteurs une démonstration du SIG (Système d'Information Géographique). Les visiteurs ont pu, par ailleurs, s'informer sur les métiers de l'entreprise via les différents supports mis à leur disposition ;
- la mise en place dans toutes les agences LYDEC d'un dispositif de guichets dédiés relayé par une campagne d'information adaptée comprenant affiches et dépliants afin de répondre aux besoins spécifiques des clients "Marocains du Monde" ;
- l'édition du magazine "LYDEC & Vous" riche en informations et conseils pratiques. Ce support a été distribué en janvier et en mai aux foyers des clients sur le Grand Casablanca et mis également à leur disposition au niveau des agences ;
- la multiplication des contacts avec les différents organes de presse qui sont des relais d'information pour le grand public. Plusieurs rencontres et conférences de presse ont été tenues en 2008 pour dialoguer et échanger sur les principaux thèmes d'actualité concernant les métiers de l'entreprise.

Démarche qualité

Un engagement pour consolider les acquis et poursuivre la recherche d'efficience

Dans sa quête de performance, LYDEC a renforcé son système de management s'appuyant sur des processus pour améliorer la qualité de ses services et satisfaire les parties intéressées.

Management par les processus

Pour bien remplir la mission qui lui a été confiée par l'Autorité Délégante et satisfaire au mieux les attentes de ses clients et partenaires, LYDEC s'est engagée dans un processus de management par la qualité qui a abouti à sa certification en 2004 pour l'ensemble de ses activités.
En 2007, elle a remporté le Prix National de la Qualité édition 2006 pour ses activités de distribution.
En 2008, l'entreprise a vécu au rythme du deuxième audit de renouvellement de la certification par deux organismes certificateurs SNIMA et AFAQ AFNOR International.
Les auditeurs n'ont relevé aucune non-conformité et ont souligné la maturité du système et sa capacité à progresser. Ils ont toutefois relevé des points sur lesquels LYDEC doit progresser.

Ordonnancement

LYDEC poursuit son engagement dans le développement de la performance par la mise en place du projet "ordonnancement". Lancé en mars 2007, ce projet vise à mieux organiser la réalisation des interventions sur le terrain en optimisant les délais et les ressources.
En 2008, des efforts ont été déployés pour standardiser le cycle de gestion des petites interventions dans le cadre du processus "Établir et gérer les contrats d'abonnement des clients particuliers" et pour équiper les agents et l'encadrement en moyens et outils adaptés.

Cette étape s'est traduite par :

- la formation de plus de 300 collaborateurs aux techniques d'ordonnancement et d'optimisation des interventions ;
- la mise en place des PDA (Personal Digital Assistant). Plus de 100 agents et ordonnanceurs ont bénéficié de cette opération ;
- le déploiement d'outils d'aide à l'analyse et au pilotage de l'activité pour plus de 50 agents d'encadrement (responsables ordonnancement et chefs de services).

Ces actions ont permis d'améliorer la traçabilité des opérations depuis la demande du client jusqu'à la réalisation de l'intervention et de réduire les délais.
Le déploiement se poursuivra de manière progressive en 2009, il concernera les interventions urgentes dans le cadre du dépannage et couvrira à terme toutes les activités de terrain de LYDEC.

Système d'information

Une technologie de pointe au service de la performance

En 2008, LYDEC a poursuivi la modernisation de ses infrastructures informatiques pour servir la stratégie de l'entreprise et accompagner le développement de ses métiers et de ses activités.

Le déploiement du Système d'Information Géographique

Une réelle avancée a été réalisée en octobre 2008 avec la mise en place de l'application Cart@Jour Full WEB permettant aux différentes entités LYDEC de consulter les données géographiques sur une plate-forme centralisée. Ceci a permis d'intégrer dans le système d'information géographique la totalité des points lumineux de l'éclairage public du Grand Casablanca, les adresses de clients ainsi qu'un fond de plan (FDP) fiabilisé qui intègre la voirie et les lotissements.
Le système sera également enrichi d'une image satellite à très haute résolution (50 cm) qui est en cours de déploiement.

La mutualisation et l'optimisation des ressources

Afin de réduire le nombre de serveurs physiques dans le centre de calcul, LYDEC a entamé la première phase de virtualisation des serveurs. Cette réduction, vise à réaliser une économie d'énergie électrique et à baisser le nombre de ports d'interconnexion réseau. Aujourd'hui, 30 serveurs s'exécutent sur seulement 4 machines physiques et cela avec des niveaux de disponibilité et de capacité élevés.
Ces efforts d'optimisation ont aussi concerné le centre de compétence cartographique où une démarche de décentralisation pour la mise à jour des données réseau est en cours de déploiement.

L'amélioration continue de la qualité des services des systèmes d'information

Plusieurs actions ont été mises en œuvre afin de répondre au mieux aux attentes de la clientèle de la DSI, notamment :

- la réalisation d'une écoute auprès des utilisateurs qui a permis d'identifier une demande forte portant sur la mise en place d'un point de contact unique. L'ingénierie du projet SPOC "Single Point of Contact" est finalisée ; le projet de mise en place est programmé pour le premier trimestre 2009 ;
- la mise en place d'un référentiel international pour l'exploitation des services informatiques qui permettra de communiquer et suivre les engagements de services ;
- la mise à disposition de technologies adaptées (Blackberry, PDA encaissement, PDA ordonnancement, radio) pour un accès performant et sécurisé à l'information, aussi bien pour les clients internes que pour les clients LYDEC (agence mobile, paiement par Internet).

L'accompagnement des projets stratégiques de l'entreprise

LYDEC continue à enrichir son système d'information afin de faire face à l'accroissement du nombre d'utilisateurs et à anticiper les besoins futurs induits par le développement de ses activités. Dans ce cadre, l'entreprise a mis à la disposition des directions opérationnelles des applications adaptées à leur activité. Par exemple, dans les domaines des opérations liées à la clientèle, une nouvelle infrastructure a été mise en place pour sécuriser la télé-relève.
Pour améliorer la détection de fuites, un projet a été développé pour 74 pré-localisateurs via le système Topkapi communiquant par SMS.

Développement durable

Un engagement de tous pour renforcer la responsabilité sociale de l'entreprise

Dans l'exercice de ses métiers, LYDEC veille à ce que chaque action s'inscrive dans une dynamique de protection de l'environnement et de la préservation des ressources. En 2008, cette préoccupation s'est traduite par plusieurs initiatives tendant à améliorer le cadre de vie des habitants du Grand Casablanca.

L'accès aux services pour tous

Depuis le démarrage de la gestion déléguée, LYDEC a multiplié les actions traduisant son engagement citoyen auprès des habitants de la Région du Grand Casablanca.
Dans ce cadre, un effort particulier est fourni pour rendre les services essentiels accessibles à tous. En 2008, les opérations d'accès aux services, en exploitation ou en travaux, ont concerné 25 000 foyers.

Pour rappel, LYDEC a créé en 2006 la direction INDH-INMAE pour être en phase avec l'Initiative Nationale pour le Développement Humain. Les missions de cette direction sont de fournir les services d'eau, d'électricité et d'assainissement aux habitants des quartiers insalubres et de trouver des solutions techniques et financières adaptées.

Dans le cadre de son projet INDH-INMAE, LYDEC a pour ambition :

- d'apporter les services à domicile pour 85 000 foyers dont les autorités ont décidé qu'ils restent sur place, nécessitant plus de 1 000 millions de dirhams d'investissements ;
- de mettre en place, avec l'accord des Autorités, des solutions provisoires pour 60 000 foyers en attendant la réalisation du programme de relogement ou de recasement.

Pour atteindre ces objectifs, LYDEC privilégie dans son approche opérationnelle le partenariat avec la société civile, les ONG, les bailleurs de fonds... dans le cadre d'une relation professionnelle et de confiance pour le développement d'actions coordonnées sur un même territoire.

Actions citoyennes

En partenariat avec les acteurs de la société civile, LYDEC s'active dans le domaine de la protection de l'environnement à travers des actions de sensibilisation et une contribution à l'amélioration du cadre de vie dans le Grand Casablanca.

En 2008, LYDEC s'est investie dans :

- le soutien à l'action d'Aquassistance Maroc dans son projet d'assistance aux habitants de Tinghir victimes des inondations. Pour rappel, LYDEC et Aquassistance Maroc, une association à vocation humanitaire, créée par le personnel de LYDEC, sont déjà intervenues pour mettre l'eau à la disposition des habitants de plusieurs zones en dehors de Casablanca dont Tallaght à Marrakech, Tagoudicht à Ouarzazate et Anfgou à Khénifra ;
- l'amélioration de la qualité des eaux de baignade de la plage Lalla Meryem dans le cadre du programme "Plages Propres" engagé par la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement ;
- la réhabilitation de sept écoles à Casablanca dans le cadre d'un partenariat avec l'association Al Jisr qui vise également à équiper quelques établissements en ordinateurs ainsi que la promotion des activités parascolaires ;
- l'appui à la création du centre "Moubadarates" au profit de femmes porteuses de projets de création d'entreprises en vertu d'une convention signée en 2007 avec ESPOD, association marocaine pour la promotion de l'entreprise féminine. Le centre a été inauguré le 11 juin 2008 ;

- la signature d'une convention avec l'association "La Source du Lion". Conformément à cette convention, LYDEC s'engage à soutenir l'association pour créer un centre d'art à Casablanca en lui dédiant un apport financier sur une année pour son aménagement et son équipement ;
- la signature d'une convention avec l'Université Hassan II pour le parrainage de trois projets de recherche dans les domaines liés aux métiers de LYDEC. A ce titre, l'entreprise fournit l'appui financier et assure l'encadrement aux étudiants dont les projets ont été sélectionnés.

Actions de sensibilisation

Afin de sensibiliser les enfants et le grand public à la préservation de l'environnement et à l'économie de la ressource, LYDEC a organisé, en 2008, trois expositions pédagogiques, créatives et ludiques à l'Espace LYDEC. Des enfants de différentes écoles et associations de Casablanca ont pu découvrir ces expositions et certains ont même participé à leur réalisation. Au total, ces expositions ont reçu plus de 6 800 visiteurs.

"EXP'EAU" du 18 mars au 15 mai 2008
A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, LYDEC a organisé une exposition sur l'eau pour sensibiliser le public à l'importance de préserver cette ressource vitale. Elle a proposé aux visiteurs une série d'œuvres graphiques avec des messages clés sur l'utilisation de l'eau dans le monde. "EXP'EAU" a reçu la visite de plus de 2 400 personnes dont près de 2 200 enfants.

"Ma planète" du 5 juin au 6 décembre 2008
Organisée pour célébrer la Journée Mondiale de l'Environnement, cette exposition vise à sensibiliser la collectivité à l'importance de protéger notre patrimoine naturel. A cette occasion, LYDEC a lancé cette année "Le Prix LYDEC de la jeune création" qui se veut une compétition artistique destinée à récompenser les travaux les plus expressifs au service de la cause environnementale. Plusieurs jeunes artistes étudiants à l'École des Beaux Arts y ont participé. "Ma Planète" a drainé environ 4 000 visiteurs.

"ElectriCITE" du 18 décembre 2008 au 12 février 2009
LYDEC a organisé à l'Espace LYDEC une exposition intitulée "ÉlectriCITÉ", l'objectif étant de sensibiliser le public aux enjeux de l'économie d'énergie et de rappeler l'importance d'observer des règles de sécurité au contact de l'électricité.

Perspectives

Les perspectives de LYDEC s'inscrivent naturellement dans le cadre du Contrat de Gestion Déléguée révisé, après approbation par les Conseils des trois communes urbaines de Casablanca, Mohammedia et Aïn Harrouda.

Ce contrat est fondé sur une rentabilité interne sur trente ans de 11,7 % avec des obligations précises d'investissements en lien avec le niveau des tarifs effectivement pratiqués.

Les perspectives s'inscrivent également dans le cadre de la Vision 2015. Elles s'appuient sur :

- six valeurs : Exemplarité, Professionnalisme, Proximité, Confiance, Esprit d'équipe, Promouvoir l'esprit citoyen ;
- un objectif fondamental : "LYDEC est considérée comme une société exemplaire. Cette exemplarité est portée par chacun de ses agents dans l'exercice de son métier, dans ses performances et dans son comportement" ;
- trois objectifs :
  - une relation de confiance et de proximité avec les parties prenantes ;
  - une valeur ajoutée "métiers" reconnue de tous ;
  - le professionnalisme et l'engagement au service de la performance.

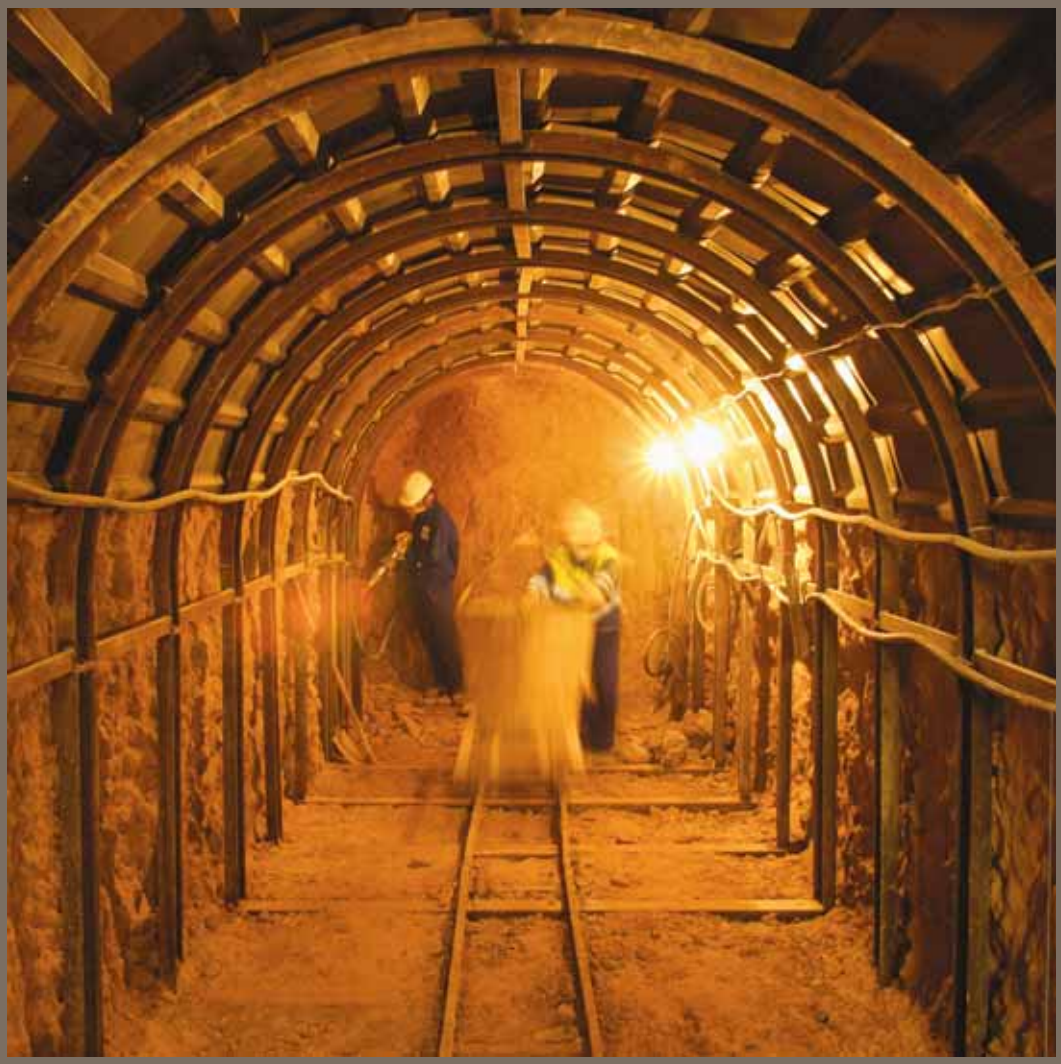
Au cours de l'exercice 2009 :

- il est prévu que le délégataire finance 544 MDh d'investissements en application des dispositions du Contrat de Gestion Déléguée révisé.
  Nous doterons l'entreprise de moyens pour réaliser ce programme et contribuer au développement de la Wilaya de Casablanca ;
- nous poursuivrons les efforts de développement des technologies modernes (Internet, TPE, GAB) pour faciliter les relations de nos clients avec nos services ;
- vis-à-vis de nos fournisseurs, en particulier ceux qui réalisent les travaux, nous aurons des exigences plus fortes, appuyées sur des évaluations objectives ;
- nous poursuivrons nos efforts d'amélioration de la performance tant sur le plan de l'exploitation que du management.

Dans le domaine des ressources humaines, nous mettrons en place un référentiel de compétences afin de faciliter les mobilités fonctionnelles au sein de l'entreprise.
Nous optimiserons également la structure de l'entreprise.

L'exercice 2009 sera probablement affecté par les répercussions de la crise mondiale, notamment dans le secteur industriel qui réduira ses consommations d'électricité, d'autant plus qu'il aura à supporter l'impact de la hausse des tarifs de l'électricité décidée par les pouvoirs publics.

Avec la mise en œuvre du Plan National d'Actions Prioritaires, visant aux économies d'énergies, nous contribuerons à limiter les besoins en électricité et à réduire les risques de délestage d'énergie électrique.
Enfin, sur l'exercice, la procédure du contrôle fiscal devrait arriver à échéance.



Rapport financier

Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur sa gestion durant l'exercice 2008 et le rapport des Commissaires aux comptes sur l'exécution du mandat de vérification et de contrôle des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008, après avoir examiné les états financiers au 31 décembre 2008, approuve ces rapports, le bilan et les comptes de l'exercice 2008 tels qu'ils sont présentés et desquels il résulte un bénéfice net de 223 361 957,73 dirhams, ainsi que toutes les opérations et les mesures traduites par lesdits comptes ou résumées dans lesdits rapports.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la Loi N °17/95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2008 ainsi qu'il suit :

• soit bénéfice net de l'exercice 2008	Dh	+ 223 361 957,73
• 5% à la réserve légale	Dh	- 11 168 097,89
• solde	Dh	+ 212 193 859,84
• report à nouveau	Dh	+ 157 456 599,87
• bénéfice distribuable	Dh	+ 369 650 459,71
• à distribuer à titre de dividendes à raison de 18 Dh par action	Dh	- 144 000 000,00
• solde affecté en report à nouveau soit	Dh	+ 225 650 459,71

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle décide du paiement des dividendes à compter du 30 juin 2009.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, donne au Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion pour l'exercice 2008.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle constate que le mandat d'administrateur de la totalité des membres composant le Conseil d'Administration prend fin ce jour et décide de renouveler le mandat des administrateurs cités ci-dessous pour une période de 6 ans :

Monsieur Dominique MANGIN D'OUINCE, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 29 septembre 1949 à Casablanca, Maroc, demeurant 12, rue Notre Dame des Champs, 75006 Paris, France, titulaire du passeport N° 07CE83781 délivré à Paris ;

Monsieur Bernard GUIRKINGER, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 21 avril 1952 à Oudrenne, France, demeurant 61, avenue Emile Thiebault, 78110 Le Vesinet, France, titulaire du passeport N° 00YY85105 délivré à Saint-Germain en Laye ;

Monsieur Denys NEYMON, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 18 juin 1960 à Versailles - France, demeurant à 9, avenue Chauchard, 78000 Versailles - France, dont le N° de passeport est 04KH71954 ;

Monsieur Fabrice ROSSIGNOL, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 2 août 1964 à Boulogne, Billancourt, demeurant à 162, boulevard Malesherbes, 75017 Paris - France, dont le N° de passeport est 03TD48124 ;

Monsieur Azeddine GUESSOUS, administrateur de sociétés, de nationalité marocaine, né 1er janvier 1941 à Fès, demeurant 28, rue Tizin Tichka, Longchamp, Casablanca - Maroc ;

Monsieur Mustapha BAKKOURY, administrateur de sociétés, de nationalité marocaine, né le 20 décembre 1964 à Mohammedia - Maroc, demeurant 103, rue Jbala Cité des Ambassadeurs Rabat Maroc ;

FIPAR-Holding société anonyme au capital de 1 440 000 000 de dirhams, immatriculée au registre du commerce de Rabat N° 29151 ayant son siège sociale Immeuble CDG, place Moulay El Hassan, 10 000 Rabat - Maroc, représentée par Monsieur Rachid LAAZIRI, Administrateur de Sociétés, de nationalité marocaine, né le 5 mars 1974 à Youssoufia - Maroc, demeurant 92, résidences des Médecins, Harhoura, Témara - Maroc ;

Monsieur Amine BENHALIMA, Administrateur, de nationalité marocaine, né le 30 janvier 1970, demeurant sect 9, bloc F, N° 2, rue Kamélia, hay Riad, Rabat - Maroc ;

Monsieur Philippe RUEF, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 27 mai 1953 à Diego, Suarez, demeurant à 7, rue Maurepas, 78000 Versailles - France, dont le N° de passeport est 07CL23475 ;

Monsieur Stéphane CORDIER, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 26 août 1959 à Hazebrouck, demeurant à 14, allée de la Genêtrière, 78620 L'Etang la Ville, dont le N° de passeport est 07CF96470 ;

Monsieur Zouheir BENSAID, Administrateur de sociétés, de nationalité marocaine, né le 9 février 1960, demeurant à 9, avenue Océan Atlantique, rés. La Corniche, tranche 3, Anfa Casablanca.

Le mandat de ces administrateurs, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

En outre, l'Assemblée Générale confirme les fonctions de Président du Conseil d'Administration de :

Monsieur Dominique MANGIN d'OUINCE, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 29 septembre 1949 à Casablanca Maroc, demeurant 12, rue Notre Dame des Champs, 75006 Paris France, titulaire du passeport N° 07CE83781 délivré à Paris.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus au cabinet Masnaoui, Mazars & Guérard représenté par Monsieur Abdou DIOP et au Cabinet Ernst & Young représenté par Monsieur Hicham BELMRAH de leur mandat de Commissaire aux comptes pour l'exercice 2008.

Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs à Monsieur Alain PERRET de nationalité française, né le 18 mars 1946 à Orange Vaucluse, demeurant à Casablanca 6, rue des Tilleuls, titulaire de la carte de séjour N° BE 32071S, et à toute personne qu'il substituera pour effectuer toutes formalités d'enregistrement, de dépôt, de publicité ou autres prévues par la loi ou besoin sera.

Résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Première résolution

L'Assemblée Générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises des Assemblées Générales Extraordinaires, après lecture du rapport spécial du Conseil d'Administration décide, sur proposition du Conseil d'Administration réuni en date du 5 mars 2009, de procéder aux modifications statutaires nécessaires à la mise en conformité des statuts de la société avec la loi N° 20-05 promulguée par le dahir N° 1-08-18 du 23 mai 2008 et adopte, à cet effet, une nouvelle rédaction des statuts dont un exemplaire original est annexé au présent procès-verbal.

Deuxième résolution

En conséquence de la mise en harmonie des statuts, l'Assemblée Générale Extraordinaire confirme en tant que de besoin les mandats de tous les administrateurs tels que renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 2009, à savoir :

Monsieur Dominique MANGIN D'OUINCE, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 29 septembre 1949 à Casablanca, Maroc, demeurant 12, rue Notre Dame des Champs, 75006 Paris, France, titulaire du passeport N° 07CE83781 délivré à Paris ;

Monsieur Bernard GUIRKINGER, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 21 avril 1952 à Oudrenne, France, demeurant 61, avenue Emile Thiebault, 78110 Le Vesinet, France, titulaire du passeport N° 00YY85105 délivré à Saint-Germain en Laye ;

Monsieur Denys NEYMON, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 18 juin 1960 à Versailles, France, demeurant à 9, avenue Chauchard, 78000 Versailles - France, dont le N° de passeport est 04KH71954 ;

Monsieur Fabrice ROSSIGNOL, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 2 août 1964 à Boulogne-Billancourt, demeurant à 162, boulevard Malesherbes, 75017 Paris, France, dont le N° de passeport est 03TD48124 ;

Monsieur Azeddine GUESSOUS, Administrateur de sociétés, de nationalité marocaine, né le 1er janvier 1941 à Fès, demeurant 28, rue Tizin Tichka, Longchamp, Casablanca, Maroc ;

Monsieur Mustapha BAKKOURY, Administrateur de sociétés, de nationalité marocaine, né le 20 décembre 1964 à Mohammedia, Maroc, demeurant 103, rue Jbala Cité des Ambassadeurs, Rabat Maroc ;

FIPAR-Holding société anonyme au capital de 1 440 000 000 de dirhams, immatriculée au registre du commerce de Rabat N° 29151 ayant son siège social immeuble CDG, place Moulay El Hassan, 10 000 Rabat, Maroc, représentée par Monsieur Rachid LAAZIRI, Administrateur de sociétés, de nationalité marocaine, né le 5 mars 1974 à Youssoufia, Maroc, demeurant 92, résidences des Médecins, Harhoura, Témara, Maroc ;

Monsieur Amine BENHALIMA, Administrateur, de nationalité marocaine, né le 30 janvier 1970 demeurant sect 9, bloc F, N° 2, rue Kamélia, hay Riad, Rabat - Maroc ;

Monsieur Philippe RUEF, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 27 mai 1953 à Diego, Suarez, demeurant à 7, rue Maurepas, 78000 Versailles, France, dont le N° de passeport est 07CL23475 ;

Monsieur Stéphane CORDIER, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 26 août 1959 à Hazebrouck, demeurant à 14, allée de la Genêtrière, 78620 L'Etang la Ville, dont le N° de passeport est 07CF96470 ;

Monsieur Zouheir BENSAID, Administrateur de sociétés, de nationalité Marocaine, né le 9 février 1960, demeurant à 9, avenue Océan Atlantique, résidence La Corniche, tranche 3, Anfa, Casablanca.

En outre, l'Assemblée Générale confirme en tant que de besoin et dans les termes de la Loi 20-05 du 23 mai 2008 :

la fonction de Président de Conseil d'Administration de :

Monsieur Dominique MANGIN D'OUINCE, Administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 29 septembre 1949 à Casablanca, Maroc, demeurant 12, rue Notre Dame des Champs, 75006 Paris, France, titulaire du passeport n°07CE83781 délivré à Paris ;

le titre de Vice-Président d'Honneur du Conseil d'Administration de :

Monsieur Amine BENHALIMA, Administrateur de sociétés, de nationalité marocaine, né le 30 janvier 1970, demeurant Sect 9, bloc F, N° 2, rue Kamélia, Hay Riad, Rabat, Maroc ;

Monsieur Azeddine GUESSOUS, Administrateur de sociétés, de nationalité marocaine, né 1er janvier 1941 à Fès, demeurant 28, rue Tizin Tichka, Longchamps, Casablanca, Maroc ;

La fonction de Directeur Général de :
Monsieur Jean-Pierre ERMENAULT né le 25 février 1947 à Poitiers France, demeurant 6, rue des Pays-Bas, Anfa, Casablanca.

Troisième résolution

En conséquence de la mise en harmonie des statuts, l'Assemblée Générale Extraordinaire confirme en tant que de besoin les mandats des Commissaires aux Comptes, à savoir :

- Cabinet Masnaoui Mazars & Guérard représenté par Monsieur Abdou DIOP ;
- Cabinet Ernst & Young représenté par Monsieur Hicham BELMRAH.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs à Monsieur Alain PERRET de nationalité française, né le 18 mars 1946 à Orange Vaucluse, demeurant à Casablanca 6 rue des Tilleuls, titulaire de la carte de séjour N° BE 32071S, et à toute personne qu'il substituera pour effectuer toutes formalités d'enregistrement, de dépôt, de publicité ou autres prévues par la loi ou besoin sera.

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2008

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2007, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société LYDEC au 31 décembre 2008, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1 229 105 747,04 compte tenu d'un bénéfice net de MAD 223 361 957,73 sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LYDEC au 31 décembre 2008 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2001 à 2005 inclus et a reçu l'ensemble des notifications faisant état de rappels d'impôts. Le management de LYDEC, s'appuyant sur l'étude de ses cabinets conseillers fiscaux, a réfuté par écrit la majeure partie des chefs de redressement et a comptabilisé dans ses comptes une provision pour risques et charges pour couvrir, le cas échéant, les rappels d'impôts qui seraient définitivement arrêtés au titre des exercices contrôlés. La société a, par ailleurs, demandé le pourvoi devant la Commission Locale de Taxation conformément aux dispositions légales en vigueur pour l'ensemble des exercices notifiés ;
- La révision contractuelle entamée en décembre 2006 a connu des évolutions. Suite à l'intervention de la commission de conciliation constituée en décembre 2007 sous l'égide du Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc pour régler les points de divergences entre l'Autorité Délégante et LYDEC sur la révision du contrat de gestion déléguée, un protocole d'accord a été signé entre l'Autorité Délégante et LYDEC le 14 mars 2008. Ce protocole d'accord traite les principaux aspects du contrat à savoir : taux de rentabilité, révision des tarifs, programmes d'investissements,... Il donnera lieu à la signature d'un avenant au contrat de gestion déléguée détaillant les modalités de traitement de ces différents sujets ;
- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, LYDEC se trouve avoir versé au 31 décembre 2008, en lieu et place de l'Autorité Délégante, un montant total de MMAD 403 au titre des pensions échues, qui devaient être servies par la CCR. Parallèlement, LYDEC n'a jamais versé à la CCR les cotisations salariales et patronales dont le cumul au 31 décembre 2008 s'élève à MMAD 301. La Commission Technique de Suivi, réunie le 24 décembre 2004, a pris acte dans le procès-verbal de la dite réunion, de l'existence de cet écart et a décidé, en accord avec LYDEC, que son apurement soit traité à l'occasion de la revue quinquennale du contrat en 2007. Ce point est pris en compte dans le cadre du protocole d'accord signé entre LYDEC et l'Autorité Délégante le 14 mars 2008.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 24 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
HICHAM BELMRAH - Associé

MAZARS MASNAOUI
Abdou DIOP - Associé

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2008

En application de la loi 20-05 modifiant et complétant la loi 17-95 relatives aux sociétés anonymes, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi et préalablement autorisées par votre Conseil d'Administration :

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

1.1. Contrat de gouvernance et d'assistance technique et opérationnelle
Par cette convention, entre LYDEC et SUEZ Environnement, LYDEC a été facturée par SUEZ Environnement et a provisionné dans ses comptes, un montant de KMAD 20 524 au titre de l'exercice 2008.
Cette convention a été préalablement soumise à l'autorisation du Conseil d'Administration du 11 décembre 2008.

1.2. Avenant n° 2 à la convention de prestations de services entre LYDEC et Fipar Holding
Par cette convention, LYDEC a été facturée par Fipar Holding et a provisionné dans ses comptes, un montant de KMAD 4 174 au titre de l'exercice 2008.
Cette convention a été préalablement soumise à l'autorisation du Conseil d'Administration du 11 décembre 2008.

1.3. Avenant n° 2 à la convention de prestations de services entre LYDEC et RMA Watanya
Par cette convention, LYDEC a été facturée par RMA Watanya et a provisionné dans ses comptes, un montant de KMAD 4 174 au titre de l'exercice 2008.
Cette convention a été préalablement soumise à l'autorisation du Conseil d'Administration du 11 décembre 2008.

2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

2.1. Convention de location de la propriété dite « Villa Altagracia Hovel » par Elyo à LYDEC
Elyo, devenue SUEZ Energie Services, société du groupe SUEZ, et actionnaire au sein de LYDEC, a donné en location à cette dernière, en vertu d'une convention signée entre les deux sociétés le 30 octobre 2001, la totalité de la propriété villa Altagracia Hovel, située au 163, avenue Hassan 1er, Casablanca, pour une durée ferme de quatre ans, renouvelable par tacite reconduction d'année en année, moyennant un loyer annuel de KMAD 6 000 en 2008.

2.2. Convention de prestations informatiques et télécoms avec Sita El Beida
Par cette convention, signée le 2 janvier 2006, la Direction des Systèmes Informatiques de LYDEC rend des prestations informatiques et Telecom ponctuelles à Sita El Beida. LYDEC a facturé KMAD 81 sur l'exercice 2008.

2.3. Convention pour l'entretien de matériel entre le Centre de Maintenance des Engins Spéciaux de LYDEC et Sita El Beida
Cette convention, conclue le 1er mars 2005, a pour objet de définir les conditions techniques et financières de la maintenance, la réparation ou la remise en état sur site ou en atelier du matériel roulant de Sita El Beida.
Cette convention prévoit également la mise à disposition par Sita El Beida du personnel à LYDEC.
Elle a donné lieu en 2008 à la comptabilisation d'une part d'un produit total de KMAD 246 et d'une charge totale de KMAD 144.

Casablanca, le 24 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
HICHAM BELMRAH - Associé

MAZARS MASNAOUI
Abdou DIOP - Associé

Comptes sociaux au 31 décembre 2008

En DH

BILAN ACTIF

ACTIF	EXERCICE Brut	EXERCICE Amortissements et provisions	EXERCICE Net	EXERCICE PRECEDENT Net
I - A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE	**11 570 645 282,17**	**5 513 808 982,75**	**6 056 836 299,42**	**6 061 898 666,67**
Immobilisations terminées				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	3 488 737 433,90	1 012 576 906,88	1 274 097 989,23
Immobilisations financées par fonds de travaux	1 030 664 658,55	341 204 716,37	689 459 942,18	704 931 209,56
Immobilisations financées par LYDEC	3 080 889 604,61	1 061 882 467,22	2 019 007 137,39	1 862 012 380,42
Immobilisations financées par les tiers	813 523 423,02	362 403 799,30	451 119 623,72	424 624 298,30
Immobilisations reçues gratuitement	1 144 529 393,79	259 580 565,96	884 948 827,83	865 118 138,70
Immobilisations en cours				
Immob. en cours financées par fonds de travaux	224 131 986,50		224 131 986,50	135 979 870,88
Immob. en cours financées par LYDEC	490 193 251,34		490 193 251,34	497 264 576,69
Immob. en cours financées par les tiers	106 769 651,09		106 769 651,09	118 685 496,37
Fonds de retraite	178 628 972,49		178 628 972,49	179 184 706,52
I - B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE	**4 411 609 523,03**	**1 788 328 361,75**	**2 623 281 161,28**	**2 475 003 491,87**
Immobilisations en non valeur	**366 079 802,72**	**329 147 420,82**	**36 932 381,90**	**40 831 179,25**
Frais préliminaires	63 754 777,49	63 754 777,49	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	302 325 025,23	265 392 643,33	36 932 381,90	40 831 179,25
Immobilisations incorporelles	**3 624 956 210,56**	**1 109 152 802,80**	**2 515 803 407,76**	**2 366 760 469,95**
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61	-	-
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	53 325 008,00	44 726 136,65	8 598 871,35	8 710 248,06
Autres immob. incorporelles (financement délégataire)	3 571 082 855,95	1 063 878 319,54	2 507 204 536,41	2 358 050 221,89
Immobilisations corporelles	**415 251 409,35**	**348 028 138,13**	**67 223 271,22**	**62 053 921,16**
Constructions	1 149 165,41	865 918,42	283 246,99	316 082,82
Matériel et outillage	158 674 390,43	133 233 458,92	25 440 931,51	23 616 255,68
Matériel de transport	44 284 838,33	38 956 313,77	5 328 524,56	2 123 766,57
Matériel mobilier de bureau	39 370 095,00	35 504 241,28	3 865 853,72	3 433 828,46
Matériel informatique	157 672 002,15	126 058 403,99	31 613 598,16	31 413 972,89
Autres immobilisations corporelles	14 100 918,03	13 409 801,75	691 116,28	1 150 014,74
Immobilisations financières	**5 322 100,40**	**2 000 000,00**	**3 322 100,40**	**3 357 921,51**
Prêts et créances immobilisées	3 322 100,40	-	3 322 100,40	3 357 921,51
Titres de participation	2 000 000,00	2 000 000,00	-	2 000 000,00
Ecarts de conversion	-	-	-	-
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC & DP	**15 982 254 805,20**	**7 302 137 344,50**	**8 680 117 460,70**	**8 536 902 158,54**
II - ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)				
Stocks (F)	**54 291 304,65**	**4 445 876,30**	**49 845 428,35**	**41 244 562,11**
Matières et fournitures consommables	54 291 304,65	4 445 876,30	49 845 428,35	41 244 562,11
Créances de l'actif circulant (G)	**2 683 263 976,35**	**191 366 000,11**	**2 491 897 976,24**	**2 194 009 757,59**
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	9 403 367,50		9 403 367,50	1 594 820,94
Clients et comptes rattachés	1 828 903 876,16	191 366 000,11	1 637 537 876,05	1 362 292 273,36
Personnel débiteur	72 380 084,46	-	72 380 084,46	73 215 760,88
Etat débiteur	337 570 737,40	-	337 570 737,40	312 053 256,14
Autres débiteurs	414 576 402,69	-	414 576 402,69	428 782 259,89
Comptes de régularisation actif	20 429 508,14		20 429 508,14	16 071 386,38
Titres et valeurs de placement (H)	**41 295 533,05**	-	**41 295 533,05**	-
Placements LYDEC	41 295 533,05	-	41 295 533,05	-
Ecarts de conversion actif circulant (I)	**10 561,05**	-	**10 561,05**	**116 115,67**
(Elément circulants)	-	-	-	-
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)	**2 778 861 375,10**	**195 811 876,41**	**2 583 049 498,69**	**2 235 370 435,37**
Trésorerie - Actif	-	-	-	-
Chèques et valeurs à encaisser	48 715 366,08	-	48 715 366,08	129 538 717,25
Compte trésorerie fonds de travaux	3 698 393,28	-	3 698 393,28	42 857 925,21
Compte trésorerie PIN	2 239 046,50	-	2 239 046,50	2 185 749,29
Compte trésorerie CDG	3 119 046,40	-	3 119 046,40	-
Banques	566 574 214,77	-	566 574 214,77	659 403 112,88
Caisses	198 418,92	-	198 418,92	146 830,14
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF	**624 544 485,95**	-	**624 544 485,95**	**834 132 334,77**
TOTAL GENERAL ACTIF	**19 385 660 666,25**	**7 497 949 220,91**	**11 887 711 445,34**	**11 606 404 928,68**

Comptes sociaux au 31 décembre 2008

En DH

BILAN PASSIF

PASSIF	EXERCICE Montant net	EXERCICE PRECEDENT Montant net
I - DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE (I)	**6 056 836 299,42**	**6 061 898 666,67**
Financement fonds de travaux	5 756 110 985,83	5 614 475 713,08
Amortissement financement fonds de travaux	- 3 829 942 150,27	- 3 499 466 643,41
Financement délégataire	3 571 082 855,95	3 198 072 243,75
Amortissement financement délégataire	- 1 061 882 467,22	- 838 795 286,64
Financement tiers	2 064 822 467,90	1 904 749 108,32
Amortissement financement tiers	- 621 984 365,26	- 496 321 174,95
Fonds de retraite	178 628 972,49	179 184 706,52
Dettes de l'Autorité Délégante / RCAR	1 142 967 389,00	1 142 967 389,00
RCAR	- 1 142 967 389,00	- 1 142 967 389,00
Capitaux propres (A)		
Capital social	800 000 000,00	800 000 000,00
dont capital souscrit non appelé	-	-
Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00
Réserves légales	48 287 189,44	44 190 793,29
Report à nouveau	157 456 599,87	179 625 072,96
Résultat net de l'exercice	223 361 957,73	81 927 923,06
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	**1 229 105 747,04**	**1 105 743 789,31**
Capitaux propres assimilés (B)	-	-
Dettes de financement (C)	**855 456 032,70**	**975 953 447,16**
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts commerciaux	586 184 899,43	723 294 151,61
Dépôts de garantie clientèle	269 271 133,27	252 659 295,55
Provisions durables pour risques et charges (D)	-	-
Ecarts de conversion passif (E)	-	-
TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)	**8 141 398 079,16**	**8 143 595 903,14**
II - PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	-	-
Dettes passif circulant (F)	**2 891 600 091,19**	**2 555 238 181,49**
Fournisseurs et comptes rattachés	1 593 723 853,22	1 512 998 074,31
Clients créditeurs, avances et acomptes	165 894 947,19	105 518 859,84
Personnel	44 280 332,60	36 680 926,30
Organismes sociaux	339 533 264,30	339 743 943,36
Etat	465 177 385,33	369 017 937,68
Comptes d'associés créditeurs	-	540,00
Fonds de travaux	102 120 081,58	62 672 535,97
Autres créanciers	167 499 908,88	114 193 203,80
Comptes de régularisation passif	13 370 318,09	14 412 160,23
G-Autres provisions pour risques et charges (G)	**307 544 732,29**	**313 723 718,55**
H-Ecarts de conversion passif circulant (H)	**282 809,44**	-
TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F + G + H)	**3 199 427 632,92**	**2 868 961 900,04**
Trésorerie - Passif	-	-
Banques (soldes créditeurs)	546 885 733,26	593 847 125,50
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF	**546 885 733,26**	**593 847 125,50**
TOTAL GENERAL PASSIF	**11 887 711 445,34**	**11 606 404 928,68**

Comptes sociaux au 31 décembre 2008

En DH

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

	OPERATIONS			
	Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)	Totaux de l'exercice (3) = (1)+(2)	Totaux de l'exercice précédent
I - PRODUITS D'EXPLOITATION	-	-	-	-
Ventes de marchandises (en l'état)	4 591 226 341,86	-	4 591 226 341,86	4 515 357 801,96
Ventes de biens et services	441 337 918,98	-	441 337 918,98	368 581 743,87
Variation de stocks de produits	-	-	-	-
Immob. produites par l'entreprise pour elle-même	138 917 850,22		138 917 850,22	106 117 138,97
Subventions d'exploitation	-	-	-	-
Autres produits d'exploitation	-	-	-	-
Reprises d'exploitation : transfert de charges	71 548 016,93	-	71 548 016,93	42 230 886,46
TOTAL I	**5 243 030 127,99**		**5 243 030 127,99**	**5 032 287 571,26**
II - CHARGES D'EXPLOITATION	-	-	-	-
Achats revendus de marchandises	3 144 020 188,04	-	3 144 020 188,04	3 059 801 570,70
Achats consommés de matières et fournitures	510 164 042,13	787 698,29	510 951 740,42	447 938 112,90
Autres charges externes	208 054 613,63	407 564,78	208 462 178,41	241 379 307,21
Impôts et taxes	12 698 945,97	733,00	12 699 678,97	8 455 307,83
Charges de personnel	569 382 359,49	20 393 517,04	589 775 876,53	538 757 187,11
Autres charges d'exploitation	19 169 654,21	-	19 169 654,21	37 220 623,47
Dotations d'exploitation	311 012 602,16	-	311 012 602,16	339 957 903,06
TOTAL II	**4 774 502 405,63**	**21 589 513,11**	**4 796 091 918,74**	**4 673 510 012,28**
III - RESULTAT D'EXPLOITATION III = (I-II)			**446 938 209,25**	**358 777 558,98**
IV - PRODUITS FINANCIERS	-	-	-	-
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-	-	-
Gains de change	378 584,97	-	378 584,97	48 620,80
Intérêts et autres produits financiers	2 277 792,60	-	2 277 792,60	2 812 025,06
Reprises financières : transfert de charges	17 547 462,55	-	17 547 462,55	10 926 115,29
TOTAL IV	**20 203 840,12**		**20 203 840,12**	**13 786 761,15**
V - CHARGES FINANCIERES	-	-	-	-
Charges d'intérêts	40 915 623,62	-	40 915 623,62	41 726 011,43
Perte de change	444 329,89	-	444 329,89	1 237 499,83
Autres charges financières	-	-	-	-
Dotations financières	2 093 359,61	-	2 093 359,61	1 816 115,67
TOTAL V	**43 453 313,12**		**43 453 313,12**	**44 779 626,93**
VI - RESULTAT FINANCIER VI = (IV-V)			**- 23 249 473,00**	**- 30 992 865,78**
VII - RESULTAT COURANT VII = (III+V)			**423 688 736,25**	**327 784 693,20**

VII - RESULTAT COURANT (reports)			**423 688 736,25**	**327 784 693,20**
VIII - PRODUITS NON COURANTS				
Produits des cessions d'immobilisation	19 785,00	-	19 785,00	26 000,00
Subvention d'équilibre	-	-	-	
Reprises sur subvention d'investissement	-	-	-	-
Autres produits non courants	4 629 156,18	-	4 629 156,18	3 810 659,33
Reprises non courantes : transferts de charges				
TOTAL VIII	**4 648 941,18**	**-**	**4 648 941,18**	**3 836 659,33**
IX - CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amortissements des immob. cédées	4 430,47	-	4 430,47	687,46
Subventions accordées	-	-	-	-
Autres charges non courantes	52 990 314,41	-	52 990 314,41	12 810 182,26
Dotat. non courantes aux amort. et aux provisions	21 100 000,00	-	21 100 000,00	120 000 000,00
TOTAL IX	**74 094 744,88**		**74 094 744,88**	**132 810 869,72**
X - RESULTAT NON COURANT X = (VIII-IX)			**- 69 445 803,70**	**- 128 974 210,39**
XI - RESULTAT AVANT IMPOTS XI = (VII-X)			**354 242 932,55**	**198 810 482,81**
XII - IMPOTS SUR LES RESULTATS	**130 880 974,82**		**130 880 974,82**	**116 882 559,75**
XIII - RESULTAT NET (XI-XII)			**223 361 957,73**	**81 927 923,06**

XIV - TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	**5 267 882 909,29**	**5 049 910 991,74**
XV - TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	**5 044 520 951,56**	**4 967 983 068,68**
XVI - RESULTAT NET (total des produits-total des charges)	**223 361 957,73**	**81 927 923,06**

Comptes sociaux au 31 décembre 2008

En DH

ETAT DES SOLDES DE GESTION (ESG)

			EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)				
1	+	Ventes de fluides	4 591 226 341,86	4 515 357 801,96
2	-	Achats de fluides	3 144 020 188,04	3 059 801 570,70
I	**=**	**MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT**	**1 447 206 153,82**	**1 455 556 231,26**
II	**+**	**PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)**	**580 255 769,20**	**474 698 882,84**
3		Ventes de biens et services produits	441 337 918,98	368 581 743,87
4		Variation de stocks	-	-
5		Immobilisations produites	138 917 850,22	106 117 138,97
III	**-**	**CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)**	**719 413 918,83**	**689 317 420,11**
6		Achats consommés de matières et fournitures	510 951 740,42	447 938 112,90
7		Autres charges externes	208 462 178,41	241 379 307,21
IV	**=**	**VALEUR AJOUTEE (I+II-III)**	**1 308 048 004,19**	**1 240 937 693,99**
8	+	Subventions d'exploitation reçues		
9	-	Impôts et taxes	12 699 678,97	8 455 307,83
10	-	Charges de personnel	589 775 876,53	538 757 187,11
V	**=**	**EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)**	**705 572 448,69**	**693 725 199,05**
	=	**INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)**	**-**	**-**
11	+	Autres produits d'exploitation	-	-
12	-	Autres charges d'exploitation	19 169 654,21	37 220 623,47
13	+	Reprises d'exploitation : transfert de charges	71 548 016,93	42 230 886,46
14	-	Dotations d'exploitation	311 012 602,16	339 957 903,06
VI	**=**	**RESULTAT D'EXPLOITATION**	**446 938 209,25**	**358 777 558,98**
VII		**RESULTAT FINANCIER**	**- 23 249 473,00**	**- 30 992 865,78**
VIII	**=**	**RESULTAT COURANT**	**423 688 736,25**	**327 784 693,20**
IX		**RESULTAT NON COURANT**	**- 69 445 803,70**	**- 128 974 210,39**
15	-	Impôts sur les sociétés	130 880 974,82	116 882 559,75
X	**=**	**RESULTAT NET DE L'EXERCICE**	**223 361 957,73**	**81 927 923,06**

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)				
1		Résultat net de l'exercice	-	-
		Bénéfice +	223 361 957,73	81 927 923,06
		Perte -		
2	+	Dotations d'exploitation	269 203 324,24	254 271 014,15
3	+	Dotations financières	2 000 000,00	
4	+	Dotations non courantes		
5	-	Reprises d'exploitation	-	9 904,00
6	-	Reprises financières		
7	-	Reprises non courantes		
8	-	Produits des cessions d'immobilisations	19 785,00	26 000,00
9	+	Valeurs nettes d'amort immobilisations cédées	4 430,47	687,46
I		**CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)**	**494 549 927,44**	**336 163 720,67**
10		Distribution de bénéfices	100 000 000,00	100 000 000,00
II		**AUTOFINANCEMENT**	**394 549 927,44**	**236 163 720,67**

En DH

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social en DH	Particip. au capital	Prix d'acquisition global en DH	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Prod. d'exploitation inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
LYDEC Services	Travaux eau, assainissement, électricité	2 000 000,00	100%	100 DHS	0,00	31-dec-2008	- 4 200 452,48	- 4 760 641,79	299 236,55

PASSIFS EVENTUELS

LYDEC a fait l'objet en 2006 d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2001 à 2005 et a reçu des notifications relatives à l'ensemble des exercices contrôlés, faisant état de rappels d'impôts. La société a réfuté par écrit la majeure partie des chefs de redressement et a par ailleurs demandé le pourvoi devant la Commission Locale de Taxation conformément aux dispositions légales en vigueur pour l'ensemble des exercices notifiés.
Le management de LYDEC, s'appuyant sur les études de ses conseillers juridiques et fiscaux, a inscrit une provision pour risques et charges, à hauteur de son appréciation de ces risques.

Comptes sociaux au 31 décembre 2008

En DH

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE (a)	EXERCICE PRECEDENT (b)	VARIATION a - b EMPLOIS	VARIATION a - b RESSOURCES
Financement permanent	8 141 398 079,16	8 143 595 903,14	2 197 823,98	-
Actif immobilisé	8 680 117 460,70	8 536 902 158,54	143 215 302,16	-
Fonds de roulement fonctionnel (A)	**- 538 719 381,54**	**- 393 306 255,40**	**145 413 126,14**	**-**
Actif circulant	2 583 049 498,69	2 235 370 435,37	347 679 063,32	-
Passif circulant	3 199 427 632,92	2 868 961 900,04	-	330 465 732,88
Besoin de financement global (B)	**- 616 378 134,23**	**- 633 591 464,67**	**17 213 330,44**	**-**
TRESORERIE NETTE (A-B)	**77 658 752,69**	**240 285 209,27**	**-**	**162 626 456,58**

EMPLOIS ET RESSOURCES	EXERCICE EMPLOIS	EXERCICE RESSOURCES	EXERCICE PRECEDENT EMPLOIS	EXERCICE PRECEDENT RESSOURCES
I - RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
Autofinancement (A)		**394 549 927,44**		**236 163 720,67**
Capacité d'autofinancement		494 549 927,44		336 163 720,67
Distribution de bénéfices		- 100 000 000,00		- 100 000 000,00
Cession et réduction d'immobilisation (B)		**55 606,11**		**2 889 837,59**
Cession d'immobilisations incorporelles		-		-
Cession d'immobilisations corporelles		19 785,00		26 000,00
Cession d'immobilisations financières		35 821,11		2 863 837,59
Récupération créances immobilisées		-		
Augmentation des capitaux propres assimilés (C)		**-**		
Augmentation du capital		-		
Augmentation des réserves		-		
Augmentation des dettes de financement (D)		**46 804 693,76**		**289 923 012,34**
Dépôts de garantie		46 804 693,76		51 923 012,34
Emprunt à long terme		-		238 000 000,00
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		**441 410 227,31**		**528 976 570,60**
II - EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
Acquisition, augmentation d'immob. (E)	**405 030 516,84**		**351 640 440,05**	
Acquisition d'immobilisations corporelles	29 381 264,45		20 138 699,38	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	375 649 252,39		330 121 820,95	
Augmentation d'immobilisations en cours			-	
Acquisition d'immobilisations financières			1 379 919,72	
Remboursement des capitaux propres (F)			-	
Remb. des dettes de financement (G)	**167 302 108,22**		**134 903 532,40**	
Dépôts de garantie	30 192 856,04		31 794 280,22	
Emprunt à long terme	137 109 252,18		103 109 252,18	
Acquisition d'immob. en non valeur (H)	**14 490 728,39**		**26 499 239,14**	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	**586 823 353,45**		**513 043 211,59**	
III - Variation besoin de financement global	**17 213 330,44**		**-**	**222 511 341,81**
IV - Variation de la trésorerie	**-**	**162 626 456,58**	**238 444 700,82**	**-**
TOTAL GENERAL	**604 036 683,89**	**604 036 683,89**	**751 487 912,41**	**751 487 912,41**

En DH

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATION DES DEROGATIONS	Justification des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II - Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux	NEANT	
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

En DH

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	Justification des changements	Influence des changements sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II - Changements affectant les modalités d'application	NEANT	
- Provision pour dépréciation des créances clients		

Comptes sociaux au 31 décembre 2008

En DH

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

		Augmentation			Diminution			
Désignation	Montant brut début de l'exercice	Acquisition	prod. par l'entreprise	virement	Cession	Retrait	Virement	Montant brut fin d'exercice
IMMOB. DOMAINE CONCÉDÉ	**10 717 297 065,15**	**674 719 244,53**		**395 009 105,37**			**- 395 009 105,37**	**11 392 016 309,68**
Immob. gestion déléguée terminées	9 965 367 121,21	210 545 194,17		395 009 105,37				10 570 921 420,75
Immob. gestion déléguée en cours	751 929 943,94	464 174 050,36					- 395 009 105,37	821 094 888,93
IMMOB. EN NON - VALEURS	**351 589 074,33**	**14 490 728,39**						**366 079 802,72**
Frais préliminaires	63 754 777,49							63 754 777,49
Autres charges à répartir	613 368,68							613 368,68
Charges à répartir sur plus. exercices	287 220 928,16	14 490 728,39						301 711 656,55
Primes de remboursement obligations								
IMMOB. INCORPORELLES	**3 249 306 958,17**	**375 649 252,39**						**3 624 956 210,56**
Immob. en recherche et développement	548 346,61							548 346,61
Brevets, marques	50 686 367,81	2 638 640,19						53 325 008,00
Autres immob. incorp. (financ. LYDEC)	3 198 072 243,75	373 010 612,20						3 571 082 855,95
IMMOB. CORPORELLES	**385 932 001,98**	**29 381 264,45**			**61 857,08**			**415 251 409,35**
Terrain								
Constructions	1 149 165,41							1 149 165,41
Inst. techniques, matériel et outillage	147 363 300,72	11 311 089,71						158 674 390,43
Matériel de transport	40 410 908,65	3 893 195,91			19 266,23			44 284 838,33
Mobilier, matériel de bureau	37 463 950,68	1 948 735,17			42 590,85			39 370 095,00
Matériel informatique	145 613 257,65	12 058 744,50						157 672 002,15
Autres immob. incorporelles	13 931 418,87	169 499,16						14 100 918,03
Immob. en cours								

Ce tableau détaille les augmentations et les diminutions des immobilisations en cours d'exercice, par masse, rubrique et par type de mouvement

En DH

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Cumul début exercice (1)	Dotation de l'exercice (2)	Amort sur immob sorties (3)	cumul d'amort fin exercice (4) = (1)+(2)+(3)
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR	**310 757 895,08**	**18 389 525,74**		**329 147 420,82**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	63 754 777,49			63 754 777,49
Charges à répartir sur honoraires	246 389 748,91	18 389 525,74		264 779 274,65
Autres charges à répartir	613 368,68			613 368,68
Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**882 546 488,67**	**226 606 314,58**		**1 109 152 803,25**
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61			548 346,61
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	41 976 120,20	2 750 016,90		44 726 137,10
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations financement LYDEC domaine délégué	840 022 021,86	223 856 297,68		1 063 878 319,54
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**323 878 080,82**	**24 207 483,92**	**57 426,61**	**348 028 138,13**
Terrains				
Constructions	833 082,59	32 835,83		865 918,42
Installations techniques, matériel et outillage	123 747 045,03	9 486 413,89		133 233 458,92
Matériel de transport	38 287 142,08	688 437,92	19 266,23	38 956 313,77
Matériel informatique	114 199 284,76	11 859 119,23		126 058 403,99
Mobilier, matériel de bureau	34 030 122,42	1 512 279,24	38 160,38	35 504 241,28
Agencement, installation et aménagement	12 781 403,94	628 397,81		13 409 801,75
TOTAL	**1 517 182 464,57**	**269 203 324,24**	**57 426,61**	**1 786 328 362,20**

En DH

TABLEAU DES PROVISIONS

		Dotations			Reprises			
Nature	Montant début exercice	d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	Montant fin exercice
1. Prov. pour dépréciation de l'actif immob.								
2. Provisions réglementées								
3. Prov. durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)								
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	186 513 576,32	33 785 196,62			24 486 896,53			195 811 876,41
5. Autres prov. pour risques et charges	313 723 718,55	8 024 081,30	93 359,61	21 100 000,00	31 933 581,00	3 462 846,17		307 544 732,29
6. Provi. pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	**500 237 294,87**	**41 809 277,92**	**93 359,61**	**21 100 000,00**	**56 420 477,53**	**3 462 846,17**		**503 356 608,70**
TOTAL (A+B)	**500 237 294,87**	**41 809 277,92**	**93 359,61**	**21 100 000,00**	**56 420 477,53**	**3 462 846,17**		**503 356 608,70**

Comptes sociaux au 31 décembre 2008

En DH

TABLEAU DES CREANCES

CREANCES	Total	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRE ANALYSE			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues & non recouvrées	Montant en devises	Montant sur état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	Montant représenté par effet
DE L'ACTIF IMMOBILISE	**3 322 100,40**	**3 322 100,40**						
Prêts immobilisés	3 322 100,40	3 322 100,40						
DE L'ACTIF CIRCULANT	**2 683 263 976,35**		**2 683 263 976,35**	**1 416 201 678,48**				
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	9 403 367,50		9 403 367,50					
Clients et comptes rattachés (*)	1 828 903 876,16		1 828 903 876,16	1 013 140 027,01				
Etat	337 570 737,40		337 570 737,40					
Comptes d'associés								
Autres débiteurs	414 576 402,69		414 576 402,69	403 061 651,47				
Personnel	72 380 084,46		72 380 084,46					
Comptes de régularisation-actif	20 429 508,14		20 429 508,14					

(*) sont considérées échues et non recouvrées les créances antérieures à 2008 (âge > 1 an)

En DH

TABLEAU DES DETTES

DETTES	Total	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRE ANALYSE			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues & non payées	Montant en devises	Montant sur état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	Montant représenté par effet
DU FINANCEMENT	**586 184 899,43**	**449 075 647,25**	**137 109 252,18**					
Emprunts obligataires								
Autres dettes de financement	586 184 899,43	449 075 647,25	137 109 252,18					
DU PASSIF CIRCULANT	**2 891 600 091,19**		**2 891 600 091,19**					
Frs et comptes rattachés	1 593 723 853,22		1 593 723 853,22					
Clts créditeurs, avances et acptes	165 894 947,19		165 894 947,19					
Personnel	44 280 332,60		44 280 332,60					
Organismes sociaux	339 533 264,30		339 533 264,30	300 686 830,78				
Etat	465 177 385,33		465 177 385,33					
Comptes d'associés								
Autres créanciers	269 619 990,46		269 619 990,46					
Comptes de régularisation-passif	13 370 318,09		13 370 318,09					

En DH

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
Sûretés données					
Sûretés reçues					

NEANT

(1) Gage-hypothèque 2- Nantissement 3- Warrant 4- Autres 5- (à préciser)
(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) - Entreprises liées, associés, membre du personnel
(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûreté reçues)

En DH

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

ENGAGEMENTS DONNES	Montant exercice	Montant exercice précédent
Avals et cautions		
Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires		
Autres engagements		
Le contrat de concession prévoit que LYDEC remette à l'Autorité Délégante une caution de MMAD 100. Celle-ci a été accordée avec la garantie des actionnaires	100 000 000,00	100 000 000,00
Caution bancaire au profit de la Direction Générale des Impôts	107 985 528,22	96 234 379,22
TOTAL (1)		

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

ENGAGEMENTS RECUS	Montant exercice	Montant exercice précédent
Avals et cautions		
Autres engagements		
TOTAL (1)		

NEANT

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2008

Nous avons procédé à l'audit des états de synthèse consolidés, ci-joints, de la société LYDEC S.A. au 31 décembre 2008, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires consolidés (ETIC). La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la société LYDEC. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés, les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états de synthèse consolidés, mentionnés au premier paragraphe ci-dessus, de la société LYDEC pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes marocaines telles qu'adoptées par le CNC le 15 juillet 1999.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2001 à 2005 inclus et a reçu l'ensemble des notifications faisant état de rappels d'impôts. Le management de LYDEC, s'appuyant sur l'étude de ses cabinets conseillers fiscaux, a réfuté par écrit la majeure partie des chefs de redressement et a comptabilisé dans ses comptes une provision pour risques et charges pour couvrir, le cas échéant, les rappels d'impôts qui seraient définitivement arrêtés au titre des exercices contrôlés. La société a, par ailleurs, demandé le pourvoi devant la Commission Locale de Taxation conformément aux dispositions légales en vigueur pour l'ensemble des exercices notifiés ;
- La révision contractuelle entamée en décembre 2006 a connu des évolutions. Suite à l'intervention de la Commission de Conciliation constituée en décembre 2007 sous l'égide du Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc pour régler les points de divergences entre l'Autorité Délégante et LYDEC sur la révision du contrat de gestion déléguée, un protocole d'accord a été signé entre l'Autorité Délégante et LYDEC le 14 mars 2008. Ce protocole d'accord traite les principaux aspects du contrat à savoir : taux de rentabilité, révision des tarifs, programmes d'investissements,... Il donnera lieu à la signature d'un avenant au contrat de gestion déléguée détaillant les modalités de traitement de ces différents sujets ;
- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, LYDEC se trouve avoir versé au 31 décembre 2007, en lieu et place de l'Autorité Délégante, un montant total de MMAD 403 au titre des pensions échues, qui devaient être servies par la CCR. Parallèlement, LYDEC n'a jamais versé à la CCR les cotisations salariales et patronales dont le cumul au 31 décembre 2007 s'élève à MMAD 301. La Commission Technique de Suivi, réunie le 24 décembre 2004, a pris acte dans le procès-verbal de la dite réunion, de l'existence de cet écart et a décidé, en accord avec LYDEC, que son apurement soit traité à l'occasion de la revue quinquennale du contrat prévue en 2007. Ce point est pris en compte dans le cadre du protocole d'accord signé entre LYDEC et l'Autorité Délégante le 14 mars 2008.

Casablanca, le 24 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
HICHAM BELMRAH - Associé

MAZARS MASNAOUI
Abdou DIOP - Associé

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

En DH

BILAN ACTIF

ACTIF	EXERCICE Brut	EXERCICE Amortissements et provisions	EXERCICE Net	EXERCICE PRECEDENT Net
I - A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE	**11 570 645 282,17**	**5 513 808 982,75**	**6 056 836 299,42**	**6 061 898 666,67**
Immobilisations terminées	-	-	-	-
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	3 488 737 433,90	1 012 576 906,88	1 274 097 989,23
Immobilisations financées par fonds de travaux	1 030 664 658,55	341 204 716,37	689 459 942,18	704 931 209,56
Immobilisations financées par LYDEC	3 080 889 604,61	1 061 882 467,22	2 019 007 137,39	1 862 012 380,42
Immobilisations financées par les tiers	1 958 052 816,81	621 984 365,26	1 336 068 451,55	1 289 742 437,00
Immobilisations reçues gratuitement	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Immob. en cours financées par fonds de travaux	224 131 986,50		224 131 986,50	135 979 870,88
Immobilisations en cours financées par LYDEC	490 193 251,34	-	490 193 251,34	497 264 576,69
Immobilisations en cours financées par les tiers	106 769 651,09	-	106 769 651,09	118 685 496,37
Fonds de retraite	178 628 972,49	-	178 628 972,49	179 184 706,52
I - B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE	**4 407 864 317,99**	**1 786 555 961,75**	**2 621 308 356,24**	**2 471 290 564,77**
Immobilisations en non valeur	**366 321 802,72**	**329 375 020,82**	**36 946 781,90**	**40 893 979,32**
Frais préliminaires	63 754 777,49	63 754 777,49	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	302 567 025,23	265 620 243,33	36 946 781,90	40 893 979,32
Immobilisations incorporelles	**3 622 969 005,52**	**1 109 152 802,80**	**2 513 816 202,72**	**2 364 773 264,91**
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61	-	-
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	53 325 008,00	44 726 136,65	8 598 871,35	8 710 248,06
Autres immob. incorporelles (financement délégataire)	3 569 095 650,91	1 063 878 319,54	2 505 217 331,37	2 356 063 016,85
Immobilisations corporelles	**415 251 409,35**	**348 028 138,13**	**67 223 271,22**	**62 265 399,03**
Constructions	1 149 165,41	865 918,42	283 246,99	316 082,82
Matériel et outillage	158 674 390,43	133 233 458,92	25 440 931,51	23 814 916,16
Matériel de transport	44 284 838,33	38 956 313,77	5 328 524,56	2 123 819,23
Matériel mobilier de bureau	39 370 095,00	35 504 241,28	3 865 853,72	3 446 593,19
Matériel informatique	157 672 002,15	126 058 403,99	31 613 598,16	31 413 972,89
Autres immobilisations corporelles	14 100 918,03	13 409 801,75	691 116,28	1 150 014,74
Immobilisations financières	**3 322 100,40**	-	**3 322 100,40**	**3 357 921,51**
Prêts et créances immobilisées	3 322 100,40	-	3 322 100,40	3 357 921,51
Titres de participation	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	-	-	-
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC & DP	**15 978 509 600,16**	**7 300 364 944,50**	**8 678 144 655,66**	**8 533 189 231,44**
II - ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	-	-	-	-
Stocks (F)	**54 347 017,65**	**4 445 876,30**	**49 901 141,35**	**41 300 275,11**
Matière et fournitures consommables	54 347 017,65	4 445 876,30	49 901 141,35	41 300 275,11
Créances de l'actif circulant (G)	**2 668 721 034,29**	**187 133 329,00**	**2 481 587 705,29**	**2 160 009 688,02**
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	9 467 672,08	-	9 467 672,08	1 663 220,33
Clients et comptes rattachés	1 813 778 990,54	187 133 329,00	1 626 645 661,54	1 323 928 881,82
Personnel débiteur	72 380 084,46	-	72 380 084,46	73 365 545,81
Etat débiteur	345 565 392,68	-	345 565 392,68	323 126 378,89
Autres débiteurs	407 099 386,39	-	407 099 386,39	421 854 274,79
Comptes de régularisation actif	20 429 508,14	-	20 429 508,14	16 071 386,38
Titres et valeurs de placement (H)	**41 295 533,05**	-	**41 295 533,05**	-
Placements LYDEC	41 295 533,05	-	41 295 533,05	-
Ecarts de conversion actif circulant (I)	**10 561,05**		**10 561,05**	**116 115,67**
(Elément circulants)	-	-	-	-
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)	**2 764 374 146,04**	**191 579 205,30**	**2 572 794 940,74**	**2 201 426 078,80**
Trésorerie - Actif	-	-	-	-
Chèques et valeurs à encaisser	48 715 366,08	-	48 715 366,08	129 538 717,25
Compte trésorerie fonds de travaux	3 698 393,28	-	3 698 393,28	42 857 925,21
Compte trésorerie PIN	2 239 046,50	-	2 239 046,50	2 185 749,29
Trésorerie CDG	3 119 046,40	-	3 119 046,40	-
Banques	567 081 522,14	-	567 081 522,14	684 675 892,25
Caisses	199 457,93		199 457,93	147 869,15
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF	**625 052 832,33**		**625 052 832,33**	**859 406 153,15**
TOTAL GENERAL ACTIF	**19 367 936 578,53**	**7 491 944 149,80**	**11 875 992 428,73**	**11 594 021 463,39**

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

En DH

BILAN PASSIF

PASSIF	EXERCICE Montant net	EXERCICE PRECEDENT Montant net
I - DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE (I)	**6 056 836 299,42**	**6 061 898 666,67**
Financement délégant	5 756 110 985,83	5 614 475 713,08
Amortissement financement délégant	- 3 829 942 150,27	- 3 499 466 643,41
Financement délégataire	3 571 082 855,95	3 198 072 243,75
Amortissement financement délégataire	- 1 061 882 467,22	- 838 795 286,64
Financement tiers	2 064 822 467,90	1 904 749 108,32
Amortissement financement tiers	- 621 984 365,26	- 496 321 174,95
Fonds de retraite	178 628 972,49	179 184 706,52
Dettes de l'Autorité Délégante/RCAR	1 142 967 389,00	1 142 967 389,00
RCAR	- 1 142 967 389,00	- 1 142 967 389,00
Capitaux propres (A)	-	-
Capital social	800 000 000,00	800 000 000,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé	-	-
Capital appelé	800 000 000,00	800 000 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves légales	48 287 189,44	44 190 793,29
Différence de consolidation	-2 731 493,97	-3 458 899,62
Report à nouveau	157 456 599,87	179 625 072,96
Résultat net en instance d'affectation	-	-
Résultat net de l'exercice	222 864 825,47	82 655 328,72
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	**1 225 877 120,81**	**1 103 012 295,34**
Capitaux propres assimilés (B)	-	-
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Comptes de liaison	-	-
Dettes de financement (C)	**855 456 032,70**	**975 953 447,16**
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts commerciaux	586 184 899,43	723 294 151,61
Dépôts de garantie clientèle	269 271 133,27	252 659 295,55
Provisions durables pour risques et charges (D)	-	-
Ecarts de conversion passif (E)	-	-
Augmentation des créances immobilisées	-	-
Diminution des dettes de financement	-	-
TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)	**8 138 169 452,93**	**8 140 864 409,17**
II - PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	-	-
Dettes passif circulant (F)	**2 883 059 700,81**	**2 545 509 728,00**
Fournisseurs et comptes rattachés	1 576 093 960,92	1 495 362 446,16
Clients créditeurs, avances et acomptes	165 894 947,19	105 518 859,84
Personnel	44 280 332,60	36 713 809,88
Organismes sociaux	339 584 529,14	339 790 892,87
Etat	474 180 337,25	468 440 894,11
Compte d'associés créditeurs		540,00
Fonds de travaux	102 120 081,58	62 672 535,97
Autres créanciers	167 531 123,74	22 593 308,14
Comptes de régularisation passif	13 374 388,39	14 416 441,03
Autres provisions pour risques et charges (G)	**307 594 732,29**	**313 800 200,72**
Ecarts de conversion passif circulant (H)	**282 809,44**	
TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F+G+H)	**3 190 937 242,54**	**2 859 309 928,72**
Trésorerie - Passif	-	-
Crédits d'escompte	-	-
Crédits de trésorerie	-	-
Banques (soldes créditeurs)	546 885 733,26	593 847 125,50
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF	**546 885 733,26**	**593 847 125,50**
TOTAL GENERAL PASSIF	**11 875 992 428,73**	**11 594 021 463,39**

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

En DH

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

	OPERATIONS			
	Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)	Totaux de l'exercice (3) = (1)+(2)	Totaux de l'exercice précédent
I - PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises (en l'état)	4 591 226 341,86	-	4 591 226 341,86	4 515 357 801,96
Ventes de biens et services	441 434 157,57	-	441 434 157,57	369 380 858,75
Chiffre d'affaires	5 032 660 499,43	-	5 032 660 499,43	
Variation de stocks de produits	-	-	-	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	138 917 850,22		138 917 850,22	106 117 138,97
Subventions d'exploitation	-	-	-	-
Autres produits d'exploitation	-	-	-	-
Reprises d'exploitation : transfert de charges	71 819 414,89	-	71 819 414,89	42 363 215,41
TOTAL I	**5 243 397 764,54**	**-**	**5 243 397 764,54**	**5 033 219 015,09**
II - CHARGES D'EXPLOITATION	**-**	**-**	**-**	**-**
Achats revendus de marchandises	3 144 020 188,04	-	3 144 020 188,04	3 059 801 570,70
Achats consommés de matières et fournitures	510 164 042,13	866 589,71	511 030 631,84	445 590 738,66
Autres charges externes	208 226 117,72	357 626,78	208 583 744,50	241 310 453,68
Impôts et taxes	16 841 476,37	29 239,00	16 870 715,37	9 264 479,41
Charges de personnel	569 382 359,49	20 393 517,04	589 775 876,53	541 456 385,40
Autres charges d'exploitation	19 169 654,21	-	19 169 654,21	37 220 623,47
Dotations d'exploitation	306 914 487,01	-	306 914 487,01	340 306 006,67
TOTAL II	**4 774 718 324,97**	**21 646 972,53**	**4 796 365 297,50**	**4 674 950 258,00**
III - RESULTAT D'EXPLOITATION III = (I-II)	**-**	**-**	**447 032 467,04**	**358 268 757,09**
IV - PRODUITS FINANCIERS	**-**	**-**	**-**	**-**
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-	-	-
Gains de change	378 584,97	-	378 584,97	48 643,94
Intérêts et autres produits financiers	2 277 792,60	-	2 277 792,60	2 812 025,06
Reprises financières : transfert de charges	17 547 462,55	-	17 547 462,55	10 926 115,29
TOTAL IV	**20 203 840,12**	**-**	**20 203 840,12**	**13 786 784,29**
V - CHARGES FINANCIERES	**-**	**-**	**-**	**-**
Charges d'intérêts	40 915 623,62	-	40 915 623,62	41 726 011,43
Pertes de change	444 329,89	-	444 329,89	1 237 499,83
Autres charges financières	-	-	-	-
Dotations financières	93 359,61	-	93 359,61	1 816 115,67
TOTAL V	**41 453 313,12**	**-**	**41 453 313,12**	**44 779 626,93**
VI - RESULTAT FINANCIER VI = (IV-V)	**-**	**-**	**- 21 249 473,00**	**- 30 992 842,64**
VII - RESULTAT COURANT VII = (III+VI)	**-**	**-**	**425 782 994,04**	**327 275 914,45**

VII - RESULTAT COURANT (report)	**-**	**-**	**425 782 994,04**	**327 275 914,45**
VIII - PRODUITS NON COURANTS	**-**	**-**	**-**	**-**
Produits des cessions d'immobilisation	195 106,99	-	195 106,99	2 098 898,54
Subvention d'équilibre	-	-	-	-
Reprises sur subvention d'investissement	-	-	-	-
Autres produits non courants	4 653 430,11	-	4 653 430,11	4 275 873,71
Reprises non courantes : transferts de charges	-	-	-	-
TOTAL VIII	**4 848 537,10**	**-**	**4 848 537,10**	**6 374 772,25**
IX - CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amort. des immobilisations cédées	179 752,45	-	179 752,45	1 276 010,88
Subventions accordées	-	-	-	-
Autres charges non courantes	53 635 316,82	-	53 635 316,82	12 810 182,75
Dotations non courantes aux amort. et aux provisions	21 100 000,00	-	21 100 000,00	120 000 000,00
TOTAL IX	**74 915 069,27**	**-**	**74 915 069,27**	**134 086 193,63**
X - RESULTAT NON COURANT X = (VIII-IX)	**-**	**-**	**- 70 066 532,17**	**- 127 711 421,38**
XI - RESULTAT AVANT IMPOTS XI = (VII-X)	**-**	**-**	**355 716 461,87**	**199 564 493,07**
XII - IMPOTS SUR LES RESULTATS	**132 851 636,40**	**-**	**132 851 636,40**	**116 909 164,35**
XIII - RESULTAT NET (XI-XII)	**-**	**-**	**222 864 825,47**	**82 655 328,72**

XIV - TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	**-**	**-**	**5 268 450 141,76**	**5 053 380 571,63**
XV - TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	**-**	**-**	**5 045 585 316,29**	**4 970 725 242,91**
XVI - RESULTAT NET (total des produits-total des charges)	**-**	**-**	**222 864 825,47**	**82 655 328,72**

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

En DH

ETAT DES SOLDES DE GESTION (ESG)

			EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)				
1	+	Ventes de fluides	4 591 226 341,86	4 515 357 801,96
2	-	Achats de fluides	3 144 020 188,04	3 059 801 570,70
I	**=**	**MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT**	**1 447 206 153,82**	**1 455 556 231,26**
II	**+**	**PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)**	**580 352 007,79**	**475 497 997,72**
3		Ventes de biens et services produits	441 434 157,57	369 380 858,75
4		Variation de stocks	-	-
5		Immobilisations produites	138 917 850,22	106 117 138,97
III	**-**	**CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)**	**719 704 376,34**	**686 901 192,35**
6		Achats consommés de matières et fournitures	511 030 631,84	445 590 738,66
7		Autres charges externes	208 673 744,50	241 310 453,68
IV	**=**	**VALEUR AJOUTEE (I+II-III)**	**1 307 853 785,27**	**1 244 153 036,63**
8	+	Subventions d'exploitation reçues	-	-
9	-	Impôts et taxes	16 870 715,37	9 264 479,41
10	-	Charges de personnel	589 775 876,53	541 456 385,40
V	**=**	**Excédent brut d'exploitation (EBE)**	**701 207 193,37**	**693 432 171,82**
	=	**Insuffisance brute d'exploitation (IBE)**	**-**	**-**
11	+	Autres produits d'exploitation	-	-
12	-	Autres charges d'exploitation	19 079 654,21	37 220 623,47
13	+	Reprises d'exploitation : transfert de charges	71 819 414,89	42 363 215,41
14	-	Dotations d'exploitation	306 914 487,01	340 306 006,67
VI	**=**	**RESULTAT D'EXPLOITATION**	**447 032 467,04**	**358 268 757,09**
VII		**RESULTAT FINANCIER**	**- 21 249 473,00**	**- 30 992 842,64**
VIII	**=**	**RESULTAT COURANT**	**425 782 994,04**	**327 275 914,45**
IX		**RESULTAT NON COURANT**	**- 70 066 532,17**	**- 127 711 421,38**
15	-	Impôts sur les sociétés	132 851 636,40	116 909 164,35
X	**=**	**RESULTAT NET DE L'EXERCICE**	**222 864 825,47**	**82 655 328,72**

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)				
1		RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-	-
		Bénéfice +	222 864 825,47	82 655 328,72
		Perte -	-	-
2	+	Dotations d'exploitation	269 287 880,20	254 619 117,76
3	+	Dotations financières	-	-
4	+	Dotations non courantes	-	-
5	-	Reprises d'exploitation	-	-
6	-	Reprises financières	-	-
7	-	Reprises non courantes	-	-
8	-	Produits des cessions d'immobilisations	195 106,99	2 098 898,54
9	+	Valeurs nettes d'amort. immobilisations cédées	179 752,45	1 177 674,62
I		**CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)**	**492 137 351,13**	**336 353 222,56**
10		Distribution de bénéfices	100 000 000,00	100 000 000,00
II		**AUTOFINANCEMENT**	**392 137 351,13**	**236 353 222,56**

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

En DH

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE (a)	EXERCICE PRECEDENT (b)	VARIATION a - b EMPLOIS	VARIATION a - b RESSOURCES
Financement permanent	8 138 169 452,93	8 140 864 409,17	2 694 956,24	-
Actif immobilisé	8 678 144 655,66	8 533 189 231,44	144 955 424,22	-
Fonds de roulement fonctionnel (A)	**- 539 975 202,73**	**- 392 324 822,27**	**147 650 380,46**	**-**
Actif circulant	2 572 794 940,74	2 201 426 078,80	371 368 861,94	-
Passif circulant	3 190 937 242,54	2 859 309 928,72	-	331 627 313,82
Besoin de financement global (B)	**- 618 142 301,80**	**- 657 883 849,92**	**39 741 548,12**	**-**
TRESORERIE NETTE (A-B)	**78 167 099,07**	**265 559 027,65**	**-**	**187 391 928,58**

EMPLOIS ET RESSOURCES	EXERCICE EMPLOIS	EXERCICE RESSOURCES	EXERCICE PRECEDENT EMPLOIS	EXERCICE PRECEDENT RESSOURCES
I - RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
Autofinancement (A)	**-**	**392 137 351,13**	**-**	**236 353 222,56**
Capacité d'autofinancement	-	492 137 351,13	-	336 353 222,56
Distribution de bénéfices	-	- 100 000 000,00	-	- 100 000 000,00
Cession et réduction d'immobilisation (B)	**-**	**230 928,10**	**-**	**4 962 736,13**
Cession d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Cession d'immobilisations corporelles	-	195 106,99	-	2 098 898,54
Cession d'immobilisations financières	-	35 821,11	-	2 863 837,59
Récupération sur créances immobilisées	-	-	-	-
Augmentation des capitaux propres assimilés (C)	**-**	**-**	**-**	**4 340 949,17**
Augmentation du capital	-	-	-	-
Augmentation des réserves	-	-	-	4 340 949,17
Augmentation des dettes de financement (D)	**-**	**46 804 693,76**	**-**	**289 923 012,34**
Dépôts de garantie	-	46 804 693,76	-	51 923 012,34
Emprunt à long terme	-	-	-	238 000 000,00
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	**-**	**439 172 972,99**	**-**	**535 579 920,20**
II - EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
Acquisition, augmentation d'immobilisation (E)	**405 030 516,84**	**-**	**355 364 138,16**	**-**
Acquisition d'immobilisations corporelles	32 019 904,64	-	25 455 513,58	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles	373 010 612,20	-	328 528 704,86	-
Augmentation d'immobilisations en cours	-	-	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-	1 379 919,72	-
Remboursement des capitaux propres (F)	**-**	**-**	**-**	**-**
Remboursement des dettes de financement (G)	**167 302 108,22**	**-**	**134 903 532,40**	**-**
Dépôts de garantie	30 192 856,04	-	31 794 280,22	-
Emprunt à long terme	137 109 252,18	-	103 109 252,18	-
Acquisition d'immobilisation en non valeur (H)	**14 490 728,39**	**-**	**21 196 273,38**	**-**
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	**586 823 353,45**	**-**	**511 463 943,94**	**-**
III - Variation besoin de financement global	**39 741 548,12**	**-**	**-**	**227 589 524,09**
IV - Variation de la trésorerie	**-**	**187 391 928,58**	**251 705 500,35**	**-**
TOTAL GENERAL	**626 564 901,57**	**626 564 901,57**	**763 169 444,30**	**763 169 444,30**

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

En DH

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II - Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux	NEANT	
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

En DH

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II - Changements affectant les modalités d'application	NEANT	
Provisions pour dépréciation des créances clients		

En DH

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Cumul début exercice (1)	Dotation de l'exercice (2)	Amort sur immob sorties (3)	cumul d'amort fin exercice (4) = (1)+(2)+(3)
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR	**310 937 095,01**	**18 437 925,81**	**-**	**329 375 020,82**
Frais préliminaires	63 754 777,49	-	-	63 754 777,49
Charges à répartir sur plusieurs exercices	247 182 317,52	18 437 925,81	-	265 620 243,33
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**882 603 888,22**	**226 606 314,58**	**57 400,00**	**1 109 152 802,80**
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	-	-	548 346,61
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	42 033 519,75	2 750 016,90	57 400,00	44 726 136,65
Immobilisations financement LYDEC domaine délégué	840 022 021,86	223 856 297,68	-	1 063 878 319,54
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**326 963 607,16**	**24 243 639,81**	**3 179 108,84**	**348 028 138,13**
Terrains	-	-	-	-
Constructions	852 100,13	32 835,83	19 017,54	865 918,42
Installations techniques, matériel et outillage	125 367 196,49	9 516 579,21	1 650 316,77	133 233 458,93
Matériel de transport	38 322 235,15	688 490,58	54 411,96	38 956 313,77
Mobilier, matériel de bureau	35 441 386,50	1 518 217,15	1 455 362,57	35 504 241,08
Matériel informatique	114 199 284,76	11 859 119,23	-	126 058 403,99
Autres immobilisations corporelles	12 781 404,13	628 397,81	-	13 409 801,94
TOTAL	**1 520 504 590,39**	**269 287 880,20**	**3 236 508,84**	**1 786 555 961,75**

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

En DH

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

		Augmentation			Diminution			
Désignation	**Montant brut début de l'exercice**	**Acquisition**	**prod. par l'entreprise**	**virement**	**Cession**	**Retrait**	**Virement**	**Montant brut fin d'exercice**
IMMOB. DOMAINE CONCÉDÉ	**10 717 297 065,15**	**674 719 244,53**		**395 009 105,37**			**- 395 009 105,37**	**11 392 016 309,68**
Immob. gestion déléguée terminées	9 965 367 121,21	210 545 194,17		395 009 105,37				10 570 921 420,75
Immob. gestion déléguée en cours	751 929 943,94	464 174 050,36					- 395 009 105,37	821 094 888,93
IMMOB. EN NON - VALEURS	**351 831 074,33**	**14 490 728,39**						**366 321 802,72**
Frais préliminaires	63 754 777,49							63 754 777,49
Charges à répartir sur plus. exercices	288 076 296,84	14 490 728,39						302 567 025,23
Primes de remboursement obligations								
IMMOB. INCORPORELLES	**3 247 377 153,13**	**375 649 252,39**				**57 400,00**		**3 622 969 005,52**
Immob. en recherche et développement	548 346,61							548 346,61
Brevets, marques, droits et val. sim.	50 743 767,81	2 638 640,19				57 400,00		53 325 008,00
Autres immob. incorp. (financ. LYDEC)	3 196 085 038,71	373 010 612,20						3 569 095 650,91
IMMOB. CORPORELLES	**389 229 006,19**	**29 381 264,45**			**621 868,97**	**2 736 992,32**		**415 251 409,35**
Terrains								
Constructions	1 168 182,95					19 017,54		1 149 165,41
Inst. techniques, matériel et outillage	149 182 112,65	11 311 089,71			513 765,36	1 305 046,57		158 674 390,43
Matériel de transport	40 446 054,38	3 893 195,91			19 266,23	35 145,73		44 284 838,33
Mobilier, matériel de bureau	38 887 979,69	1 948 735,17			88 837,38	1 377 782,48		39 370 095,00
Matériel informatique	145 613 257,65	12 058 744,50						157 672 002,15
Autres immob. corporelles	13 931 418,87	169 499,16						14 100 918,03
Immob. en cours								

Ce tableau détaille les augmentations et les diminutions des immobilisations en cours d'exercice, par masse, rubrique et par type de mouvement

En DH

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

						Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			
Raison sociale de la société émettrice	**Secteur d'activité**	**Capital social en DH**	**Particip. au capital**	**Prix d'acquisition global en DH**	**Valeur nette comptable**	**Date de clôture**	**Situation nette**	**Résultat net**	**Prod. d'exploitation inscrits au CPC de l'exercice**
-				NEANT					

En DH

TABLEAU DES PROVISIONS

		Dotations			Reprises			
Nature	**Montant début exercice**	**d'exploitation**	**financières**	**non courantes**	**d'exploitation**	**financières**	**non courantes**	**Montant fin exercice**
1 - Prov. pour dépréciation de l'actif immob.	-	-	-	-	-	-	-	-
2 - Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-
3 - Prov. durables pour risques et charges	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (A)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
4 - Prov. pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	186 708 492,11	29 552 525,51	-	-	24 681 812,32	-	-	191 579 205,30
5 - Autres prov. pour risques et charges	313 800 200,72	8 074 081,30	93 359,61	21 100 000,00	32 010 063,17	3 462 846,17	-	307 594 732,29
6 - Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (B)	**500 508 692,83**	**41 859 277,92**	**93 359,61**	**21 100 000,00**	**56 691 875,49**	**3 462 846,17**	**-**	**503 406 608,70**
TOTAL (A+B)	**500 508 692,83**	**41 859 277,92**	**93 359,61**	**21 100 000,00**	**56 691 875,49**	**3 462 846,17**	**-**	**503 406 608,70**

FILIALES ET PARTICIPATIONS

LYDEC Services SARL, 48, rue Mohamed Diouri - 20000 Casablanca au capital de 2 millions de dirhams, détenu à 100%.

LYDEC Services exerce son activité dans le domaine de la maîtrise d'œuvre et la réalisation de travaux, essentiellement pour des branchements et des petites extensions.

Son activité a été interrompue à partir du 1er janvier 2007, année au cours de laquelle ont été terminés les chantiers en cours.

En 2008, LYDEC Services a dégagé un résultat net de - 4 761 KDH pour un chiffre d'affaires de 28 KDH.

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

En DH

TABLEAU DES CREANCES

CREANCES	Total	ANALYSE PAR ECHEANCE: Plus d'un an	Moins d'un an	Echues & non recouvrées	AUTRES ANALYSES: Montant en devises	Montant sur état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	Montant représenté par effet
DE L'ACTIF IMMOBILISE	**3 322 100,40**	**3 322 100,40**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Prêts immobilisés	3 322 100,40	3 322 100,40	-	-	-	-	-	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	**2 668 721 034,29**	**24 207 304,03**	**2 644 513 730,26**	**1 416 201 678,48**	**-**	**-**	**-**	**-**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	9 467 672,08	-	9 467 672,08	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés	1 813 778 990,54	17 414 875,09	1 796 364 115,45	1 013 140 027,01				
Etat	345 565 392,68	6 738 811,04	338 826 581,64	-	-	-	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres débiteurs	407 099 386,39	53 617,90	407 045 768,49	403 061 651,47	-	-	-	-
Personnel	72 380 084,46	-	72 380 084,46	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation-actif	20 429 508,14	-	20 429 508,14	-	-	-	-	-

En DH

TABLEAU DES DETTES

DETTES	Total	ANALYSE PAR ECHEANCE: Plus d'un an	Moins d'un an	Echues & non payées	AUTRES ANALYSES: Montant en devises	Montant sur état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	Montant représenté par effet
DU FINANCEMENT	**586 184 899,43**	**449 075 647,25**	**137 109 252,18**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes de financement	586 184 899,43	449 075 647,25	137 109 252,18	-	-	-	-	-
DU PASSIF CIRCULANT	**2 883 059 700,81**	**25 346 966,71**	**2 857 712 734,06**	**300 686 830,78**				
Frs et comptes rattachés	1 576 093 960,92	15 393 805,33	1 560 700 155,59					
Clts créditeurs, avances et acptes	165 894 947,19	-	165 894 947,19					
Personnel	44 280 332,60	-	44 280 332,60					
Organismes sociaux	339 584 529,14	3 225,00	339 581 304,14	300 686 830,78				
Etat	474 180 337,25	2 388 087,32	471 792 249,89					
Comptes d'associés								
Autres créanciers	269 651 205,32	7 561 849,06	262 089 356,26					
Comptes de régularisation-passif	13 374 388,39	-	13 374 388,39					

En DH

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
Sûretés données					
Sûretés reçues					

NEANT

(1) Gage-hypothèque 2- Nantissement 3- Warrant 4- Autres 5- (à préciser)
(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) - Entreprises liées, associés, membre du personnel
(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûreté reçues)

En DH

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

ENGAGEMENTS DONNES	Montant exercice	Montant exercice précédent
Avals et cautions	**-**	**-**
Cautions bancaires (provisoires pour appel d'offres)	4 500,00	4 500,00
Cautions bancaires (définitives)	116 845,88	116 845,88
Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires	**-**	**-**
Autres engagements	**-**	**-**
Le contrat de concession prévoit que LYDEC remette à l'Autorité Délégante une caution de MMAD 100. Celle-ci a été accordée avec la garantie des actionnaires	100 000 000,00	100 000 000,00
Caution bancaire au profit de la Direction Générale des Impôts	107 985 528,22	96 234 379,22
TOTAL (1)	**208 106 874,10**	**196 355 725,10**

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

ENGAGEMENTS RECUS	Montant exercice	Montant exercice précédent
Avals et cautions	-	-
Autres engagements	-	-
TOTAL (1)	**-**	**-**

NEANT

Directions préfectorales & agences

Direction préfectorale Casa - Anfa
Agence Diouri
48, rue Mohamed Diouri
Tél. : 05 22 54 90 54

Agence Moulay Hassan Ier
Angle avenue Hassan 1er et rue Gouraud
Tél. : 05 22 54 95 95

Direction préfectorale Aïn Chock - Hay Hassani
Agence Yacoub El Mansour
Boulevard Ghandi,
Angle avenue Yacoub El Mansour
Tél. : 05 22 95 95 95

Agence Koutoubia
Résidence Koutoubia - N° 5 - Aïn Chock
Tél. : 05 22 50 56 52/53

Agence Oum Errabii
Angle boulevards Oum Errabii et Oued Sebou
Tél. : 05 22 90 05 70

Direction préfectorale Derb Soltan - El Fida
Agence Oulad Ziane
Route Ouled Ziane (près de la gare routière)
Tél. : 05 22 81 28 15

Direction préfectorale Ben M'Sik - Sidi Othmane
Agence Ben M'Sick
Dar Touzani - Km 7 - Route de Médiouna
Tél. : 05 22 29 19 01/04

Agence Moulay Rachid
Angle avenue "N" et boulevard Akid El Allam
Tél. : 05 22 55 38 98

Direction préfectorale Aïn Sebâa - Hay Mohammadi
Agence Aïn Sebâa
Angle allées des Mûriers et des Eucalyptus
Tél. : 05 22 35 00 54/55

Agence Dar Lamane
Dar Lamane - Bloc "A" (en face du complexe sportif)
Tél. : 05 22 60 78 69

Direction préfectorale Sidi Bernoussi - Zenata
Agence Sidi Bernoussi
Angle boulevards Ben Saïd Salah
et Mokhtar Ben Ahmed El Garnaoui
Tél. : 05 22 73 15 74/75

Agence Sidi Moumen
37, Hay El Ouala - Lotissement Taliby - Tacharouk
Tél. : 05 22 33 23 76

Direction préfectorale Mohammédia
Agence Hassan II
52, avenue Hassan II - Mohammédia
Tél. : 05 23 31 06 71/72

Agence Mohammédia El Alia
278, boulevard de La Résistance - El Hassania N° 1
Tél. : 05 23 28 38 38

Service client 05 22 05 23 31 13 00 مصلحة الزبناء
Service dépannage 05 22 05 23 31 20 20 خدمة الإصلاح

Siège : 48, rue Mohamed Diouri - B.P. 16048 - Casablanca
Direction Générale : Angle avenue Hassan 1er et rue Gouraud - Casablanca
Tél. : 05 22 54 90 54 (lignes groupées)